

13

Développement

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE
2016

&

PERSPECTIVES
2017

CONSEIL D'ADMINISTRATION N°34

SOMMAIRE

I - VIE SOCIALE	Page 3
A – CONSEILS D'ADMINISTRATION & ASSEMBLEE GENERALE	Page 4
B – RENOUELEMENT DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS	Page 6
C – CAPITAL DE LA SOCIETE	Page 8
D – MOUVEMENT DU PERSONNEL	Page 9
E – DELIBERATIONS ET DECISIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL 13	Page 10
F – DELIBERATIONS ET DECISIONS DES AUTRES DONNEURS D'ORDRE	Page 13
II - ACTIVITES DE LA SOCIETE EN 2016	Page 17
A – LES CONVENTIONS DE MANDAT	Page 18
B – LES CONDUITES D'OPERATIONS	Page 20
C – LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT	Page 21
III - ENGAGEMENTS FINANCIERS AU 31/12/16	Page 22
A – BILANS RESUMES PAR NATURE JURIDIQUE	Page 23
B – EMPRUNTS ET DECOUVERTS BANCAIRES	Page 24
IV - RESULTAT DE L'EXERCICE 2016	Page 25
A – PRESENTATION SYNTHETIQUE	Page 26
B – COMMENTAIRES	Page 28
V – EVENEMENTS IMPORTANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Page 35
VI - PERSPECTIVES D'ACTIVITES 2017	Page 37
A – LES CONVENTIONS DE MANDAT	Page 38
B – LES CONDUITES D'OPERATIONS	Page 39
C – LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT	Page 40
VII - BUDGET PREVISIONNEL REVISE 2017	Page 41
A – PRESENTATION SYNTHETIQUE	Page 42
B – COMMENTAIRES	Page 43
VIII - RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES	Page 49

I - VIE SOCIALE

A - CONSEILS D'ADMINISTRATION & ASSEMBLEE GENERALE

L'année 2016 a donné lieu à deux **Conseils d'Administration** :

- le Conseil d'Administration n°32 du 10/06/16 a :

- approuvé, à l'unanimité, le procès-verbal du Conseil d'Administration n°31 en date du 14 septembre 2015,
- a pris acte de la désignation de Madame Dominique VELAY en tant que représentant permanent de la Caisse d'Épargne Provence-Alpes-Corse au sein du Conseil d'Administration de Treize Développement,
- approuvé, à l'unanimité, le projet d'arrêté de bilan et des comptes de l'exercice 2015,
- approuvé, à l'unanimité, le projet de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire, sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2015 et des perspectives 2016,
- approuvé, à l'unanimité, la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 29 juin 2016 à 16 heures, son ordre du jour et a donné tous pouvoirs à son Président pour en assurer la préparation et la convocation,
- approuvé, à l'unanimité, le projet de résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire,
- a pris acte du budget prévisionnel de l'exercice 2016,
- s'est prononcé favorablement pour que la société réponde aux deux appels d'offres « environnement » (Région PACA - Plan régional des déchets ; ADEME - Observatoire Régional des déchets).

- le Conseil d'Administration n°33 du 05/10/16 a :

- approuvé, à l'unanimité, le Procès-verbal du Conseil d'Administration n°32 en date du 10 juin 2016,
- pris acte des prévisions budgétaires des exercices 2016 et 2017 et de leurs conditions de réalisation,
- approuvé à l'unanimité, les conditions et la signature par le Président du Conseil d'Administration, de la convention d'apport en compte d'un montant de 750 000 euros à intervenir avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône telle que décrite dans la convention jointe au dossier du Conseil d'Administration.

Une **Assemblée Générale** s'est tenue au cours de l'exercice 2016 :

- l'Assemblée Générale Ordinaire n°17 du 29/06/16 :

- a approuvé dans toutes leurs parties le rapport de gestion du Conseil d'Administration, le rapport général du Commissaire aux Comptes et les comptes de l'exercice 2015 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que la gestion de la Société telle qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports. En conséquence, elle a donné quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'exercice écoulé,
- a décidé d'affecter le déficit de l'exercice 2015 s'élevant à - **286.900,42 euros** en report à nouveau,
- a, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes relatif aux conventions visées aux articles L 225.38 et L 225.40 du Code de

Commerce, approuvé et ratifié l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, à l'effet de passer ces conventions,

- a constaté la désignation de Madame Dominique VELAY en remplacement de Monsieur Norbert BENOIT DU REY en tant que représentant permanent de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse au sein du Conseil d'Administration de Treize Développement,
- a donné tous pouvoirs au porteur du procès-verbal de cette Assemblée en vue de l'accomplissement des formalités légales.

IMPORTANT :

Il est rappelé aux représentants des collectivités au Conseil d'Administration, qu'ils doivent, en application de l'article 8 de la loi du 7 juillet 1983 sur les Sociétés d'Economie Mixte Locales, soumettre annuellement à leur assemblée délibérante, pour approbation, un rapport sur la situation de la société.

B - RENOUELEMENT DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Les statuts de Treize Développement fixe à 8 le nombre de sièges d'administrateurs, dont 6 pour les collectivités territoriales.

Au 31/12/15, les administrateurs et leurs représentants étaient les suivants :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Thierry SANTELLI
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Jean-Marc PERRIN
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Madame Laure-Agnès CARADEC
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Yves MORAINÉ
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Madame Sylvie CARREGA
Caisse d'Epargne ----- Monsieur Norbert BENOIT du REY
CCI Marseille Provence ----- Le Représentant Légal

Le Directoire de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, dans sa séance du 1er février 2016, a désigné Madame Dominique VELAY en remplacement de Monsieur Norbert BENOIT DU REY en tant que représentant permanent de l'Etablissement au sein du Conseil d'Administration de Treize Développement (courrier de la CEPAC du 10 février 2016 – Prise d'acte lors du Conseil d'Administration du 10 juin 2016).

Aussi, au 31/12/16, les administrateurs et leurs représentants permanents sont :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Thierry SANTELLI
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Jean-Marc PERRIN
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Madame Laure-Agnès CARADEC
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Yves MORAINÉ
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ----- Madame Sylvie CARREGA
Caisse d'Epargne ----- Madame Dominique VELAY
CCI Marseille Provence ----- Le Représentant Légal

La liste de l'ensemble des autres mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social de Treize Développement au cours de l'exercice 2016 est présentée en page suivante.

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL		
NOMS	AUTRES MANDATS	AUTRES FONCTIONS
SANTELLI Thierry	SOGIMA - Administrateur SMAVD - Vice Président SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseiller départemental 13 délégué à la communication et aux grands événements Conseiller municipal de la ville de Marseille délégué aux relations avec les CIQ et aux voitures publiques
PERRIN Jean-Marc	TERRA 13 - Administrateur Syndicat Mixte de l'Arbois - Président SEMEPA - Administrateur SPLA du Pays d'Aix Territoires - Administrateur SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseiller départemental 13 délégué au patrimoine et aux bâtiments départementaux Adjoint au Maire de la ville d'Aix-en-Provence délégué à l'archéologie et aux relations avec les habitants, suivi et développement du quartier de la Duranne Conseiller communautaire de la Communauté du Pays d'Aix
CARADEC Laure-Agnès	AGAM - Présidente CAUE 13 - Présidente EUROMEDITERRANEE - Présidente SOLEAM - Administrateur & Représentante AG SOGIMA - Représentante AG RD13 - Représentante AG TERRA 13 - Administrateur	Conseillère départementale 13 Adjointe au Maire de la Ville de Marseille déléguée à l'urbanisme, au projet métropolitain, au patrimoine municipal et foncier et au droit des sols Vice -Présidente de MPM déléguée à l'urbanisme, au PLUI et à l'aménagement communautaire
MORAINE YVES	TERRA 13 - Administrateur SDIS 13 - Membre suppléant du CA	Conseiller Départemental 13 délégué aux Marchés Publics, aux délégations de service public, à l'administration générale et aux services généraux Maire des 6e et 8e arrondissements de la ville de Marseille Conseiller métropolitain MPM
ROYER-PERREAUT Lionel	13 HABITAT - Président TERRA 13 - Administrateur SOLEAM - Administrateur	Conseiller Départemental 13 Maire des 9e et 10e arrondissements de la ville de Marseille Vice -Président de MPM délégué à la voirie
CARREGA Sylvie	13 HABITAT - Membre du Conseil d'Administration	Conseillère Départementale 13 déléguée au logement et à la lutte contre les discriminations Adjointe au Maire de la Ville de Marseille déléguée à l'action sociale, aux centres sociaux et maisons pour tous
VELAY Dominique	MARSEILLE HABITAT - Administrateur Le nouveau Logis Provençal - Administrateur OUEST PROVENCE HABITAT - Administrateur	Directrice Développement Economie Régionale Région Marseille – Côte Bleue de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse Réunion Antilles
de MARQUEISSAC Philippe	TERRA 13 - Directeur Général GIE 13 Coordination Environnement Construction Aménagement - Administrateur gérant	Néant

C - CAPITAL DE LA SOCIETE

Le capital de la société se répartit comme suit :

Actionnaires	Représentants	Nb d'actions de 500 € chacune	Montant	%
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	Titulaire : Thierry SANTELLI Suppléant : Yves MORAINÉ	880	440 000	77,53%
Caisse d'Epargne	Dominique VELAY	30	15 000	2,64%
Caisse des Dépôts et Consignations	Didier SOREL	60	30 000	5,29%
Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arles	Roger ABELLAN	3	1 500	0,26%
Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence	Le représentant légal	30	15 000	2,64%
Dexia Crédit Local de France	Yves CABE	60	30 000	5,29%
Institut d'assistance au développement des petites entreprises régionales	Christian SAMAN	60	30 000	5,29%
Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranéen	Patricia CARLES	12	6 000	1,06%
TOTAUX		1 135	567 500	100,00%

Le Conseil d'Administration du 10 juin 2016 a pris acte du remplacement de Monsieur Norbert BENOIT DU REY par Madame Dominique VELAY en tant que représentant permanent de Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse.

D - MOUVEMENT DU PERSONNEL

Au 31/12/15, les moyens en personnel étaient de 8 personnes (6 cadres et 2 non cadres).

Au cours de l'exercice 2016, 4 départs ont été enregistrés (1 départ en retraite, 1 agent « construction publique » a été repositionné sur Terra 13, 2 agents « environnement » ont été recrutés par l'ARPE dans le cadre de la reprise par cette agence de l'Observatoire Régional des Déchets Paca).

Ainsi, l'effectif au 31/12/16 est de 4 personnes (3 cadres et 1 non cadre).

Nom	Prénom	Fonction	Type de contrat	Taux d'emploi	Position Cadre / Non Cadre	Date d'entrée	Date de sortie
DAVID	Olivier	Chargé d'opérations	CDI	100%	C	01-juil.-02	
SICARD	Dominique	Chargé d'opérations	CDI	100%	C	01-juil.-02	
CHELLE	Jean-François	Directeur Construction Publique	CDI	100%	C	01-sept.-02	30-avr.-16
ROBIN	Véronique	Assistante chargée d'opérations	CDI	86%	NC	18-nov.-02	
GOMEZ	Anne Marie	Chargé d'opérations	CDI	100%	C	03-nov.-03	
GIDEL	Céline	Chargé d'études	CDI	100%	C	04-août-04	31-déc.-16
REYMOND	Rose Marie	Chargé d'études	CDI	96%	C	03-juil.-06	31-janv.-16
DOMALLIN	Raphaël	Chargé d'études	CDI	100%	NC	20-févr.-12	31-déc.-16

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

E - DELIBERATIONS ET DECISIONS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHONE

FONCTIONNEMENT SOCIETE

Date de délibération	date de notification	SAEM TREIZE DEVELOPPEMENT - FONCTIONNEMENT		Contrôle de Légalité
21/10/2016	24/10/2016	délibération n°250	Approbation d'un versement de 750.000 € à la SAEM Treize Développement sous forme d'apport en compte courant d'associés et autorisation de signature de la convention	24/10/2016

CONVENTIONS DE MANDAT

201	date de délibération	date de notification	Archives et Bibliothèque que de Prêts Départementales	contrôle légalité
201	21/10/2016	08/11/2016	délibération n°208 Approbation de la résiliation de la convention de mandat de façon unilatérale et autorisation donnée à la Présidente du Conseil départemental ou à son représentant à signer les actes nécessaires à sa mise en œuvre	25/10/2016

202	date de délibération	date de notification	Collège H.Q.E. LA JOLIETTE	contrôle légalité
202			Quitus obtenu en 2015	

203	date de délibération	date de notification	SEGPA Frédéric MISTRAL (Port de Bouc)	contrôle légalité
203			Quitus obtenu en 2014	

204	date de délibération	date de notification	Pouponnière de MONTOLIVET	contrôle légalité
204			Quitus obtenu en 2009	

205	date de délibération	date de notification	Collège VIEUX PORT	contrôle légalité
205			Quitus obtenu en 2015	

206	date de délibération	date de notification	Laboratoires Départementaux Vétérinaires	contrôle légalité
206			Quitus obtenu en 2015	

207	date de délibération	date de notification	Gendarmerie de GARDANNE	contrôle légalité
207			Quitus obtenu en 2013	

208	date de délibération	date de notification	Collège de SIMIANE	contrôle légalité
208			Quitus obtenu en 2009	

209	date de délibération	date de notification	Gendarmerie d'ORGON	contrôle légalité
209			Quitus demandé en 2013	
209	29/01/2016	05/02/2016	délibération n°33 Approbation du protocole transactionnel à conclure avec la société Multitec et autorisation donnée à Treize Développement à le signer	29/01/2016

210	date de délibération	date de notification	Gendarmerie de GREASQUE	contrôle légalité
210			Quitus obtenu en 2015	

211	date de délibération	date de notification	Collège de SEPTEMES	contrôle légalité
211			Quitus obtenu en 2009	

212	date de délibération	date de notification	Faculté des Sciences et du Sport de LUMINY	contrôle légalité
212			Quitus obtenu en 2010	

213	date de délibération	date de notification	Collège Anatole FRANCE	contrôle légalité
213			Quitus obtenu en 2014	

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

214	date de délibération	date de notification	C.M.S. des CHARTREUX		contrôle légalité
214			Quitus obtenu en 2009		
215	date de délibération	date de notification	C.M.S. SAINT SEBASTIEN		contrôle légalité
215			Quitus obtenu en 2009		
216	date de délibération	date de notification	Gendarmerie de CARRY le ROUET		contrôle légalité
216			Quitus obtenu en 2009		
217	date de délibération	date de notification	Collège MALRIEU		contrôle légalité
217			Quitus obtenu en 2011		
218	date de délibération	date de notification	Ré habilitation et restructuration du Groupe Scolaire FRAISSINET		contrôle légalité
218			Quitus obtenu en 2015		
219	date de délibération	date de notification	Collège Provisoire FRAISSINET MALRIEU		contrôle légalité
219			Quitus obtenu en 2009		
220	date de délibération	date de notification	Collège CAMPRA		contrôle légalité
220			Quitus obtenu en 2015		
221	date de délibération	date de notification	Collège ARC de MEYRAN		contrôle légalité
221			Quitus obtenu en 2014		
222	date de délibération	date de notification	Collège Frédéric MISTRAL à ARLES		contrôle légalité
222	29/01/2016	05/02/2016	délibération n°78	Approbation du protocole transactionnel à conclure avec la société Multitec et autorisation donnée à Treize Développement à le signer	29/01/2016
222	25/03/2016	01/04/2016	délibération n°114	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 24 990 901,27 € TTC	30/03/2016
222			Quitus obtenu en 2016		
223	date de délibération	date de notification	Collège d'EYGUIERES		contrôle légalité
223			Quitus obtenu en 2010		
224	date de délibération	date de notification	Collège Jean JAURES à la CIOTAT		contrôle légalité
224			Quitus obtenu en 2014		
226	date de délibération	date de notification	Collège LONGCHAMP		contrôle légalité
226			Quitus obtenu en 2014		
234	date de délibération	date de notification	Collège ARENC BACHAS		contrôle légalité
234			Quitus obtenu en 2015		
235	date de délibération	date de notification	Collège SAINT BARNABE		contrôle légalité
235			Quitus obtenu en 2013		
236	date de délibération	date de notification	Collège DARIUS MILHAUD		contrôle légalité
236			Quitus obtenu en 2015		
237	date de délibération	date de notification	Gymnase DARIUS MILHAUD		contrôle légalité
237			Quitus obtenu en 2011		

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

238	date de délibération	date de notification	Collège VALLON de TOULOUSE		contrôle légalité
238	24/03/2016	05/04/2016	décision 16-12	Résiliation du marché de travaux n°238/024 - lot 1 "désamantage & démolition" conclu avec la société 4D pour motif d'intérêt général	25/03/2016
238	08/09/2016	20/09/2016	décision 16-41	Autorisation de la passation d'un avenant n°1 au marché de maîtrise d'oeuvre afin de réaliser des missions complémentaires (dépôt d'un nouveau PC pour le gymnase, les logements de fonction & le plateau sportif, reprise du DCE TCE & assistance à la rédaction des avenants aux marchés de travaux des entreprises et nouvelle consultation pour le lot désamantage-démolition Autorisation donnée à Treize Développement de signer l'avenant n°2	12/09/2016
238	21/10/2016	04/11/2016	délibération n°206	Approbation de la résiliation de la convention de mandat de façon unilatérale et autorisation donnée à la Présidente du Conseil départemental ou à son représentant à signer les actes nécessaires à sa mise en œuvre	25/10/2016
239	date de délibération	date de notification	Collèges Romain ROLLAND et Vincent SCOTTO		contrôle légalité
239	16/12/2016	06/01/2017	délibération n°264	Approbation du protocole transactionnel à conclure avec la société Sedel et autorisation donnée à Treize Développement à le signer et à payer la somme de 25.383,53 € HT soit 30.358,70 € TTC	21/12/2016
240	date de délibération	date de notification	Collège Jean GUEHENNO		contrôle légalité
240			Quitus obtenu en 2015		
241	date de délibération	date de notification	Collège Alphonse DAUDET à ISTRES		contrôle légalité
241	09/09/2016	21/09/2016	délibération n°118	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 24 679 609,17 € TTC	12/09/2016
241			Quitus obtenu en 2016		
242	date de délibération	date de notification	Collège Georges BRASSENS		contrôle légalité
242			Quitus obtenu en 2012		
246	date de délibération	date de notification	Faculté d'odontologie de la TIMONE à MARSEILLE		contrôle légalité
246	29/01/2016	05/02/2016	délibération n°33	Approbation du protocole transactionnel à conclure avec la société Multitec et autorisation donnée à Treize Développement à le signer	29/01/2016
246	27/05/2016	01/06/2016	délibération n°27	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 8 400 760,80 € TTC	30/05/2016
246			Quitus obtenu en 2016		
259	date de délibération	date de notification	Collège Frédéric JOLIOT CURIE à AUBAGNE		contrôle légalité
259	20/12/2016	06/01/2017	délibération n°259	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 25 668 202,64 € TTC	20/12/2016
259			Quitus obtenu en 2016		
260	date de délibération	date de notification	Collège du PUY SAINTE REPARADE		contrôle légalité
260			Quitus obtenu en 2012		
261	date de délibération	date de notification	Collège MIGNET à AIX-EN-PROVENCE		contrôle légalité
261			Quitus obtenu en 2015		

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

F - DELIBERATIONS ET DECISIONS DES AUTRES DONNEURS D'ORDRE

SDIS DES BOUCHES DU RHONE

	date de délibération	date de notification		contrôle légalité
227			S.D.I.S. de VELAUX	
227			NEANT	
228			Centre de Secours La CIOTAT	
228			Quitus demandé en 2011	
229			Centre de Secours d'ARLES	
229			Quitus demandé en 2016	
231			Centre de Secours d'ALLAUCH	
231			Quitus demandé en 2012 suite à résiliation	
232			Centre de Secours JOUQUES/PEYROLLES	
232			Quitus demandé en 2010	
245			Centre de Secours AIX LA CHEVALLIERE	
245			Quitus obtenu en 2015	
251			Centre de Secours d'ENSUES-CARRY	
251			Quitus demandé en 2013	
252			Centre de Secours de MOLLEGES	
252			Quitus demandé en 2012	
253			Centre de Secours d'AUBAGNE	
253			Quitus demandé en 2012	
255			Centre de Secours d'ISTRES	
255			Quitus demandé en 2011 suite à résiliation et obtenu	
256			Centre de Secours des PENNES-MIRABEAU	
256			Quitus demandé en 2015	
257			Centre de secours de SAINT-MARTIN-DE-CRAU	
256			Quitus demandé en 2015	
262			Centre de secours de BOULBON-BARBENTANE	
262			Quitus demandé en 2014	
263			Centre de secours de TRETZ	
263	13/10/2016	27/10/2016	délibération du Bureau du SDIS 13 - n°B2016-103	25/10/2016
			Autorisation à signer les avenants n°1 aux marchés de travaux: - Lot 9 - Portes sectionnelles - VSM - Lot 10 - Electricité, courants forts et courants faibles - EIFFAGE - Lot 11 - Chauffage VMC Plomberie - SEDEL - Lot 13 - Installation photovoltaïque, couverture - GENERALE visant à modifier certaines prestations du marché et portant ainsi le montant total initial des travaux de 3 039 332,76 € HT à 3 091 250,70 € HT soit une plus-value de 1,71%.	
264			Centre de secours de PELISSANNE	
264			Quitus demandé en 2014	

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

268	date de délibération	date de notification	Centre de secours de MARIIGNANE	contrôle légalité
268			Quitus demandé en 2016	

272	date de délibération	date de notification	Centre de Secours de SENAS-MALEMORT	contrôle légalité
272			Quitus demandé en 2016 suite à résiliation	

273	date de délibération	date de notification	Centre de secours de PORT-DE-BOUC	contrôle légalité
273	18/11/2016	02/12/2016	délibération du Bureau du SDIS 13 - n°B2016-126 Autorisation à signer les avenants n°1 aux marchés de travaux : - Lot 1 - Terrassement, gros oeuvre, maçonnerie - POGGIA - Lot 5 - Cloisons, doublages, faux-plafonds - ISOPLUS - Lot 9 - Plomberie, sanitaire, chauffage, ventilation, climatisation - ATC - Lot 10 - Electricité, courants forts, courants faibles, vidéosurveillance - SEDEL - Lot 14 - Pylone radio - DELCOM visant à modifier certaines prestations du marché et portant ainsi le montant total initial des travaux de 3 089 274,51 € HT à 3 125 026,57 € HT soit une plus-value de 1,16%.	02/12/2016

274	date de délibération	date de notification	Centre de secours de GARDANNE	contrôle légalité
274	16/09/2016	03/10/2016	délibération du Bureau du SDIS 13 - n°B2016-91 Autorisation à signer les avenants n°1 aux marchés de travaux : - Lot 1 - Démolition, terrassement, gros oeuvre, maçonnerie - POGGIA - Lot 2 - Charpente couverture métallique, étanchéité - CMBC - Lot 3 - Cloisons, doublages, faux-plafonds, revêtements de sols et murs, peinture et nettoyage-MASSIBAT - Lot 6 - Menuiseries intérieures -IROKO - Lot 8 - Chauffage, ventilation, rafraîchissement, plomberie, sanitaire - SEDEL - Lot 9 - Electricité, courants forts, courants faibles - EUROP ELEC - Lot 11 - Voirie et réseaux divers, espaces verts - GIL TP visant à modifier certaines prestations du marché et portant ainsi le montant total initial des travaux de 4 460 672,91 € HT à 4 497 516,40 € HT soit une plus-value de 0,83%.	03/10/2016

279	date de délibération	date de notification	Réutilisation - aménagement du Bâtiment Storione	contrôle légalité
279			Quitus demandé en 2013 suite à résiliation	

SYNDICAT MIXTE DE L'ARBOIS

225	date de délibération	date de notification	Bâtiments neufs PETIT ARBOIS	contrôle légalité
225			Quitus obtenu en 2009	

291	date de délibération	date de notification	ZAC de la Gare de l'ARBOIS	contrôle légalité
291	09/02/2015	20/02/2015	délibération n° 2015-001 Approbation du bilan définitif de clôture de la convention publique d'aménagement	19/02/2015
291			Quitus obtenu en 2015 suite à résiliation	

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU GRAND VALLAT

243	date de délibération	date de notification	Parvis du Collège de SIMIANE	contrôle légalité
243			Quitus obtenu en 2008	

SDIS DES ALPES DE HAUTE PROVENCE

244	date de délibération	date de notification	Construction du CTA-CODIS à GAP	contrôle légalité
244			Quitus obtenu en 2011	

VILLE DE SAINT REMY DE PROVENCE

247	date de délibération	date de notification	Ecole de la République	contrôle légalité
247			Quitus obtenu en 2010 suite à résiliation	

248	date de délibération	date de notification	Bonification des Stades "SANS SOUCI et de la PETITE CRAU"	contrôle légalité
248			Quitus demandé en 2013	

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

UNIVERSITE DE LA MEDITERRANEE

249	date de délibération	date de notification	Travaux de réhabilitation du bâtiment Neurosciences	contrôle légalité
249		28/11/2016	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 10 943 409,86 € TTC	
249	Quitus obtenu en 2016			

270	date de délibération	date de notification	Construction du bâtiment Océanomed	contrôle légalité
270	Quitus demandé en 2016			

280	date de délibération	date de notification	Gymnase expérimental de Luminy	contrôle légalité
280	Quitus demandé en 2016			

281	date de délibération	date de notification	RDC & SS Bâtiment Neurosciences	contrôle légalité
281		23/11/2016	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 2 057 772,92 € TTC	
281	Quitus obtenu en 2016			

VILLE DE SEPTEMES LES VALLONS

250	date de délibération	date de notification	Construction d'un équipement et festif et culturel	contrôle légalité
250	Quitus demandé en 2012 et obtenu en 2014			

267	date de délibération	date de notification	Reconstruction et redéploiement de l'école Jules Ferry et du foyer-restaurant sénior Ines Ferrandini	contrôle légalité
267	Quitus demandé en 2013 et obtenu en 2014			

CROUS D'AIX MARSEILLE

254	date de délibération	date de notification	Mission de mandat pour la démolition et la reconstruction de la Résidence Madagascar à Marseille - CROUS AIX-MARSEILLE	contrôle légalité
254	09/12/2015	09/12/2015	délibération n°458	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 10 180 351,57 € TTC
254	Quitus obtenu en 2015			

258	date de délibération	date de notification	Restructuration du Restaurant Universitaire de Saint-Jérôme - CROUS AIX-MARSEILLE	contrôle légalité
258	Quitus demandé en 2011			

VILLE DE ROGNAC

265	date de délibération	date de notification	Préparation et suivi des travaux de réhabilitation de la piscine municipale	contrôle légalité
265	Quitus obtenu en 2015			

275	date de délibération	date de notification	Transformation de la cave oléicole en centre culturel	contrôle légalité
275		05/12/2016	Décision n°16254	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 2 822 404,97 € TTC
275	Quitus obtenu en 2016			

276	date de délibération	date de notification	Réhabilitation et transformation du Bastidon en centre de vie des séniors	contrôle légalité
276		14/03/2016	Décision n°16041	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 1 859 550,70 € TTC
276	Quitus obtenu en 2016			

277	date de délibération	date de notification	Réaménagement de la place Saint Jacques	contrôle légalité
277		14/03/2016	Décision n°16042	Quitus du mandat donné à Treize Développement pour un coût définitif de 2 968 736,72 € TTC
277	Quitus obtenu en 2016			

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

VILLE DE VITROLLES

266	date de délibération	date de notification	Réalisation des espaces publics du cœur de projet de la ville de Vitrolles	contrôle légalité
266			NEANT	

VILLE DE LA CIOTAT

269	date de délibération	date de notification	Construction d'une médiathèque sise ZAC de la Source du Pré	contrôle légalité
269			Quitus obtenu en 2012	

UNIVERSITE DE NICE

278	date de délibération	date de notification	Réhabilitation-Extension du bâtiment Fizeau	contrôle légalité
278		11/01/2016	Lettre du 21/12/15 Autorisation de signer les avenants des marchés de travaux : - lot 2 (gros œuvre) : Avt 2 - Eiffage Construction pour un montant de 83 877,38 € HT. - lot 5 (électricité courants forts, courants faibles) : Avt 1 - Eiffage Energie pour un montant de 60 010,39 € HT. - lot 6 (chauffage/ventilation/plomberie) : Avt 2 - Eiffage Energie pour un montant de 12 715,47 € HT. - MOE : Avt 2 - Mandataire Antoine ASSUS pour un montant de 22 247,59 € HT.	
278		15/01/2016	Lettre du 08/01/16 Autorisation de signer le marché avec la société ANSE Gardiennage pour un montant de 2 730,00 € HT.	
278		27/01/2016	Lettre du 20/01/16 Autorisation de signer l'avenant n°2 au marché de travaux du lot 5 (électricité courants forts, courants faibles) - Eiffage Energie pour un montant de 27 012,23 € HT.	
278		11/02/2016	Lettre du 04/02/16 Autorisation de signer le marché complémentaire (déménagement) - AMT pour un montant de 5 556,00 € HT.	
278		07/03/2016	Lettre du 26/02/16 Autorisation de signer l'avenant n°1 au marché de travaux du lot 8B (système vidéo conférence) - Videlio-IEC pour un montant de 1 830,00 € HT.	
278		07/03/2016	Lettre du 26/02/16 Autorisation de signer le marché complémentaire (déménagement) - AMT pour un montant de 956,00 € HT.	
278		16/03/2016	Lettre du 04/03/16 Autorisation de signer l'avenant n°1 au marché de travaux du lot 7A (mobilier de bureau) - Antipodes Mobilier pour un montant de 14 880,85 € HT.	
278		18/03/2016	Lettre du 10/03/16 Autorisation de signer le marché complémentaire OPC - TPF INGENIERIE (OUEST COORDINATION) pour un montant de 10 354,48 € HT.	
278		18/03/2016	Lettre du 10/03/16 Autorisation de signer le marché complémentaire CSPS - VERITAS pour un montant de 2 527,00 € HT.	
278		24/03/2016	Lettre du 17/03/16 Autorisation de signer le marché complémentaire MOE - BOYER PERCHERON ASSUS pour un montant de 53 900,00 € HT.	
278		01/04/2016	Lettre du 29/03/16 Autorisation de signer l'avenant n°3 au marché MOE - BOYER PERCHERON ASSUS pour un montant de 6 500,00 € HT.	
278		01/04/2016	Lettre du 29/03/16 Autorisation de signer signer le marché complémentaire TX - EIFFAGE ENERGIE THERMIE pour un montant de 7 846,00 € HT.	
278		01/04/2016	Lettre du 29/03/16 Autorisation de signer signer le marché complémentaire TX - EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE pour un montant de 12 188,00 € HT.	
278		13/04/2016	Lettre du 05/04/16 Autorisation de signer le marché avec VOLUMIC - lot 8A(fourniture imprimante 3D) pour un montant de 4 279,25 € HT.	
278		28/10/2016	Lettre du 21/10/16 Autorisation de signer signer le marché de travaux - EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE pour un montant de 259 947,00 € HT.	
278		28/11/2016	Lettre du 22/11/16 Autorisation de signer signer le marché de travaux - METAFER pour un montant de 53 477,00 € HT.	

II - ACTIVITES DE LA SOCIETE EN 2016

A - LES CONVENTIONS DE MANDAT

A la date du 31/12/15, Treize Développement était titulaire de **38** conventions de mandat (**8** avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, **18** avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours du département des Bouches-du-Rhône, **1** avec la Ville de Saint Rémy-de-Provence, **4** avec l'Université de la Méditerranée, **1** avec le CROUS d'Aix-Marseille, **3** avec la Ville de Rognac, **1** avec la Ville de Vitrolles, **1** avec l'association Entraide et **1** avec l'Université de Nice).

Au cours de l'exercice 2016 :

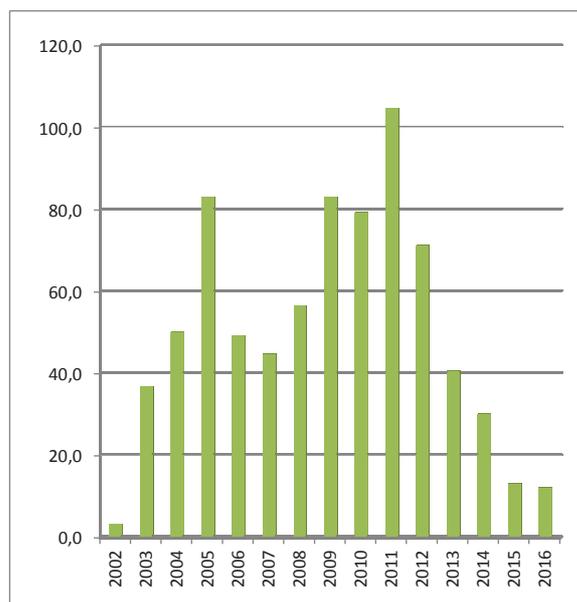
- **7** quitus ont été demandés (SDIS 13 : 229- centre de secours d'Arles, 268- centre de secours de Marignane, 272- centre de secours de Sénas ; Université de la Méditerranée : 270- Bâtiment Océanomed, 280- Gymnase expérimental de Luminy ; Entraides : 271- Ehpad Saint-Jean du Désert ; Ville de Rognac : 275- centre culturel de Rognac) ;
- **9** quitus ont été délivrés (Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône : 222- collège Frédéric Mistral à Arles, 241- collège Alphonse Daudet à Istres, 246- Faculté d'odontologie de la Timone à Marseille, 259- collège Joliot Curie à Aubagne ; Université de la Méditerranée : 249- Bâtiment Neurosciences, 281- Rdc & ss Bâtiment Neurosciences ; Ville de Rognac : 275- Centre culturel, 276- Centre de vie des séniors, 277- Place St Jacques)

La liste des mandats en portefeuille, au total **29** opérations au 31/12/16 représentant un investissement total de **305,7 M€ TTC** (**7 opérations « vivantes »** pour 100,2 M€ TTC, **2 opérations en cours de résiliation** pour 87,1 M€ TTC et **20 opérations en attente de quitus** pour 118,4 M€ TTC) est présentée en page suivante.

Les opérations clôturées (52 quitus obtenus) ont représenté un chiffre d'opérations de **483,4 M€ TTC**.

Sur cette enveloppe financière totale de **789,1 M€ TTC**, il a été consommé au 31/12/16 un montant de 757,8 M€ TTC (soit environ 96 %) :

Investissements réalisés dans le cadre des conventions de mandats (en M€ TTC)	
Exercice 2002	3,2
Exercice 2003	36,8
Exercice 2004	50,1
Exercice 2005	83,1
Exercice 2006	49,2
Exercice 2007	44,7
Exercice 2008	56,5
Exercice 2009	83,1
Exercice 2010	79,3
Exercice 2011	104,7
Exercice 2012	71,2
Exercice 2013	40,6
Exercice 2014	30,1
Exercice 2015	13,1
Exercice 2016	12,1
TOTAL	757,8



Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

LISTE DES OPERATIONS SOUS MANDAT NOTIFIEES AU 31/12/16					
N° Op.	Maître d'ouvrage	Libellé opération	Date de notification	Durée convention (en mois)	Montant de l'opération (en € ttc)
201*	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	24-juin-02	58	58 963 846
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	19-juil-02	99	7 124 108
227	SDIS 13	Construction du centre de formation et des services techniques de Velaux	23-mai-03	149	30 826 933
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Ciotat	23-mai-03	73	5 704 916
229	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Arles et du groupement nord	23-mai-03	144	7 651 050
231	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Allauch	23-mai-03	133	106 590
232	SDIS 13	Construction du centre de secours de Jouques / Peyrolles	23-mai-03	91	3 748 172
238*	CG 13	Reconstruction du Collège Vallon de Toulouse à Marseille	10-sept.-03	143	28 101 934
239	CG 13	Reconstruction des Collèges Romain Rolland et Vincent Scotto à Marseille	10-sept.-03	135	28 883 400
248	St Rémy-de-Provence	Stades "Sans Souci" & de la "Petite Crau" St Rémy	6-sept.-05	65	3 559 307
251	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Ensues La Redonne	14-juin-06	60	4 060 208
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	30-juin-06	48	2 239 280
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	16-nov.-06	60	7 239 854
256	SDIS 13	Construction du centre de secours des Pennes Mirabeau	19-oct.-07	60	5 388 706
257	SDIS 13	Construction du centre de secours de Saint-Martin de Crau	30-nov.-07	60	4 369 179
258	CROUS 13	Restructuration du restaurant universitaire de Saint Jérôme à Marseille	19-nov.-07	34	3 762 595
262	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Bourbon-Barbentane	20-mars-08	48	2 402 264
263	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Trets	25-mars-08	60	4 989 604
264	SDIS 13	Construction du centre de secours de Pelissane	14-nov.-08	60	3 332 203
266	Vitrolles	Réalisation espaces publics cœur de ville à Vitrolles	3-avr.-09	91	12 874 270
268	SDIS 13	Réhabilitation-extension du centre de secours de Marnagnane	2-juil.-09	60	2 798 350
270	Univ. de la Méditerranée	Construction Bâtiment OCEANOMED	10-nov.-09	83	15 063 214
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	7-sept.-09	50	11 646 409
272	SDIS 13	Construction du centre de secours de Sénas Mallemort	21-juin-10	60	17 489
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	21-juin-10	60	4 946 737
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	21-juin-10	60	7 194 658
278	Université de Nice	Bâtiment Fizeau	4-janv.-11	48	10 500 000
279	SDIS 13	Bâtiment Storione	23-mai-11	48	6 053 084
280	Univ. de la Méditerranée	Gymnase expérimental Luminy	27-mai-11	36	8 694 185
TOTAL					305 729 502

Il est à noter que sur ces 29 opérations sous mandat :

- 4 sont en cours de chantier,
- 2 sont en période de garantie de parfait achèvement,
- 3 sont en phase de clôture (dont 2 suite à leur résiliation : op 201 & 238),
- 20 sont en attente de quitus.

B- LES CONDUITES D'OPERATIONS

Au 31 décembre 2015, notre société était attributaire d'une mission de conduite d'opération :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
407	SDIS 13	Missions de programmation et d'assistance technique à Maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un plateau technique feux de forêts sur le site de la Bastide blanche neuve à Velaux	27-août-09	28	40 905,00

Durant l'exercice 2016, aucun nouveau contrat n'a été signé.

C- LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT

Au 1^{er} janvier 2016, le carnet de commandes du service Environnement était composé des 5 contrats suivants :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
336	ADEME	Mission d'assistance technique pour la gouvernance, l'animation et la réalisation des inventaires déchets 2012-2013-2014 de l'Observatoire Régional des déchets en PACA	22-nov.-13	45	410 300,00
337	CG 05	Evaluation environnementale pour le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Hautes Alpes)	18-févr.-14	11,5	9 975,00
338	CG 04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	6-nov.-14	30	36 800,00
339	CG 83	Evaluation environnementale du plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du BTP du Var	2-avr.-15	9	11 900,00
340	ADEME	Mission d'assistance pour une animation régionale autour des déchets du BTP	21-sept.-15	30	37 450,00

Durant l'exercice 2016, Treize Développement a contractualisé 3 nouvelles affaires :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
341	Région PACA	Mission d'assistance pour le suivi du plan régional des déchets dangereux	6-avr.-16	24	87 500,00
342	Région PACA	Mission d'assistance à la réalisation de la stratégie d'économie circulaire et du plan de prévention et de gestion des déchets de la Région PACA	31-août-16	12	66 680,00
343	ADEME	Mission de complétude de la base SINOE des données 2015 des collectivités dans le cadre de l'Observatoire Régional des Déchets en PACA	8-nov.-16	6	23 800,00

Parallèlement, 3 contrats ont pris fin (dont 1 résiliation – op. 342) :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
336	ADEME	Mission d'assistance technique pour la gouvernance, l'animation et la réalisation des inventaires déchets 2012-2013-2014 de l'Observatoire Régional des déchets en PACA	22-nov.-13	45	410 300,00
337	CG 05	Evaluation environnementale pour le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Hautes Alpes)	18-févr.-14	11,5	9 975,00
342	Région PACA	Mission d'assistance à la réalisation de la stratégie d'économie circulaire et du plan de prévention et de gestion des déchets de la Région PACA	31-août-16	12	66 680,00

III - ENGAGEMENTS FINANCIERS AU 31/12/16

A – BILANS RESUMES PAR NATURE JURIDIQUE

BILAN FONCTIONNEMENT AU 31/12/16					
ACTIF			PASSIF		
Actif immobilisé	Autres immobilisations incorporelles	0	Fonds propres	Capital social	567 500
	Constructions	0		Réserve légale	56 750
	Autres immobilisations corporelles	0		Report à nouveau	-263 058
	Prêts	0		Résultat de l'exercice	-188 056
	Autres immobilisations financières	10 975	Prov	Provisions pour risques et charges	21 148
Actif circulant	Avances et acomptes versées sur commandes	0	Dettes d'exploitation	Emprunts & dettes	750 000
	Stocks en-cours production de service	0		Avances et acomptes reçus	1 060
	Créances clients et comptes rattachés	840 047		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 725
	Autres créances	80 816		Dettes fiscales et sociales	229 185
	Valeurs mobilières de placement	0		Dettes sur immo & cptes rattachés	0
	Disponibilités	402 804		Autres dettes	89 324
	Charges constatées d'avance	8 051		Produits constatés d'avance	4 489
Cptes liaison	0	Cptes liaison	Compte de liaison	30 625	
Totaux		1 342 693	Totaux		1 342 693

Compte tenu de la réduction d'activité et afin de faciliter la gestion de trésorerie de la société, le Département a procédé à un apport en compte courant d'un montant de 750 K€ (versé le 04/11/16). Cet apport doit permettre d'assurer les conditions financières optimales de parfait achèvement des contrats et sera reversé dans son intégralité au Département en 2018.

BILAN DES MANDATS CUMULES AU 31/12/16					
ACTIF			PASSIF		
Stocks et en-cours	Avances et acomptes versées sur commandes	423 615	Dettes financières	Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	2 741 107
	Créances clients et comptes rattachés	3 553 658		Dettes d'exploitation	Dettes fournisseurs et comptes rattachés
Créances	Autres créances	85 205	Dettes fiscales et sociales		0
	Divers	Valeurs mobilières de placement	0	Dettes diverses	Dettes mandants
Disponibilités		1 914 140	Autres dettes		2 509
Totaux		5 976 618	Totaux		5 976 618

B – EMPRUNTS ET DECOUVERTS BANCAIRES

Au 31 décembre 2016, le montant des disponibilités sur les comptes courants des opérations sous mandats s'élève à + 1 914 140 €.

Les comptes courants « opérations » sont rémunérés au taux EONIA - 0.2 %.

Il est rappelé que les intérêts débiteurs et les produits financiers générés sur l'ensemble des comptes bancaires des opérations sont portés aux bilans des opérations et n'impactent, à aucun moment et en aucune manière, les comptes propres de Treize Développement.

Les 15 comptes bancaires présentant un solde négatif au 31-12-16 sont les suivants :

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Découvert en € au 31/12/16
201	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	62 473
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	35 078
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Ciotat	921
234	CG 13	Reconstruction du collège Arenc Bachas à Marseille	96
238	CG 13	Reconstruction du collège Vallon de Toulouse à Marseille	117 984
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	2 420
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	2 908
262	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Bourbon-Barbentane	369
263	SDIS 13	Construction du Centre de Secours de Trets	949 121
268	SDIS 13	Réhabilitation du centre de secours de Marignane	138
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	3 277
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	728 723
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	837 302
276	Rognac	Réhabilitation et transformation du bastidon en centre de vie des séniors	24
279	SDIS 13	Bâtiment Storione	273
TOTAL			2 741 107

Quitus en attente
Quitus obtenu

IV - RESULTAT DE L'EXERCICE 2016

A – PRESENTATION SYNTHETIQUE

I- LE COMPTE DE RESULTAT DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2016

COMPTE DE RESULTAT	2016	Rappel 2015	Rappel 2014	Rappel 2013	Rappel 2012	Rappel 2011	Rappel 2010	Rappel 2009	Rappel 2008
PRODUITS									
Rém. sur prestations d'assistance et d'études	219 578	184 522	210 145	182 433	573 151	1 291 995	1 773 058	2 376 354	2 030 812
Rémunération sur opérations de mandats	405 621	610 600	1 055 062	1 347 392	2 005 144	2 366 236	2 956 999	2 518 369	2 614 006
Rémunération sur opérations CPA	0	0	0	102 937	203 344	178 130	159 483	154 179	124 451
Tsfert chges d'exploitation - Reprises provisions	58 817	114 039	188 323	148 352	75 538	59 588	50 901	137 804	90 872
Autres produits de gestion courante	15 566	20 690	25 269	49 433	0	0	4 500	1 600	95 828
Produits exceptionnels	1 406	15 922	20 937	0	0	97	0	21 633	0
Production stockée (CPA)	0	-4	717	-3 384 587	404 479	220 698	218 075	326 724	272 539
Production études opérations propres	0	0	0	0	0	0	0	0	-43 400
Production venduee (CPA) - Produits financiers	0	0	0	3 096 730	1 638	1 255	382	199	1 039
Produits financiers	0	80	179	117	916	2 286	6 193	4 207	22 225
Prestations GIE	362 098	457 663	701 527	2 001 606	2 607 934	2 385 704			
Total des produits	1 063 085	1 403 512	2 202 159	3 544 413	5 872 144	6 505 989	5 169 590	5 541 069	5 208 374
CHARGES									
Achats (CPA)	0	-4	717	-288 176	404 479	220 698	218 075	326 724	272 539
Autres achats et charges externes	5 315	6 011	7 811	39 337	46 669	65 634	73 537	72 898	73 915
Services extérieurs	54 376	118 248	160 864	303 036	370 794	612 511	510 983	549 688	483 181
Charges GIE	579 291	708 045	801 150	1 269 937	1 761 230	2 065 561			
Autres services extérieurs	64 772	81 535	151 140	210 347	321 644	325 413	327 126	316 927	328 458
Impôts & Taxes & Formations	15 223	16 769	32 668	69 644	103 839	120 854	115 622	124 879	117 073
Salaires & Traitements	347 073	498 569	872 797	1 471 575	1 799 406	2 293 958	2 513 852	2 628 700	2 496 006
Charges sociales	148 750	224 441	405 839	749 781	931 920	1 186 496	1 269 520	1 291 378	1 207 006
Autres charges de gestion courante	1 224	0	89 558	0	0	-3	0	0	387
Autres charges (CPA)	0	452	319	0	1 638	1 255	382	199	1 039
Charges financières	1 745	1 711	0	114	243	67	2 175	1 161	2 350
Charges exceptionnelles	33 373	192	29 235	579	10 455	0	1 237	1 348	1 206
Dotations aux amortissements	0	0	0	8 053	27 979	71 415	104 097	97 834	82 660
Dotations aux provisions	0	34 443	452	77 319	56 648	88 205	1 669	16 912	55 112
Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0	0	12 439	43 868	40 868
Total des charges	1 251 142	1 690 412	2 552 550	3 911 546	5 836 944	7 052 064	5 150 711	5 472 516	5 161 799
BENEFICE NET COMPTABLE	-188 056	-286 900	-350 391	-367 133	35 200	-546 075	18 879	68 554	46 575

II- LES REMUNERATIONS PERCUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Monsieur Thierry SANTELLI, Président du Conseil d'Administration, a perçu une indemnité nette de 16 800 € au titre de son mandat social en 2016.

Monsieur Philippe de Marqueissac, Directeur Général, a perçu au cours de l'exercice 2016 une indemnité nette de 15 600 € au titre de son mandat social.

III- L'AFFECTATION DU RESULTAT

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale Ordinaire (cf. projet de résolutions) d'affecter le résultat net comptable déficitaire soit – **188 056,30 €** en report à nouveau.

IV- LA SITUATION DE TRESORERIE DE LA SOCIETE

Au 31 décembre 2016, les disponibilités de la société sont de **402 804,08 euros** réparties comme suit :

- compte courant bancaire : 402 414,83 €,
- placements fonds propres société : 0,00 €,
- autres (TR , ...) : 389,25 €.

V- LES DETTES FOURNISSEURS AU 31/12/16

Le règlement des fournisseurs de Treize Développement (société et opérations sous mandats) respecte les dispositions légales, à savoir :

- délai global de 45 jours pour les marchés passés jusqu'au 31 décembre 2008,
- délai global de 40 jours pour les marchés passés à compter du 1^{er} janvier 2009,
- délai global de 30 jours pour les marchés passés à compter du 1^{er} juillet 2010.

Il est à noter que la date de référence est le jour de la parution de la publicité.

L'encours global exigible au 31/12/16 d'un montant de 1.228.421 euros a une échéance à moins de 30 jours pour un montant de 613.715 euros. Le solde d'un montant de 614.706 euros a, quant à lui, une échéance supérieure à 30 jours, sachant qu'il correspond à des sommes consignées ou à des prestations facturées mais non échues.

B – COMMENTAIRES

Le **chiffre d'opérations 2016** (volume des dépenses réglées au titre des opérations) s'élève à **12,1 M€ TTC** pour un **total de produits de 1,1 M€ HT**.

Les Produits : 1 063 K€

Le **chiffre d'affaires net** s'élève à **987 K€**, et est constitué :

- ✓ des rémunérations perçues au titre des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'études dans le domaine de l'environnement : **220 K€**

N° Op	Client	Libellé Opération	Rem 2016 HT
336	ADEME	ORD PACA 2012-2013-2014	74 850
337	CG 05	Evaluation environnementale pour le plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Hautes Alpes)	3 360
338	CG 04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	2 855
339	CG 83	Evaluation environnementale plan BTP du Var - co-traitance G2C	7 350
340	ADEME	Animation régionlae autour des déchets du BTP	23 424
341	Région PACA	Suivi des indicateurs du PRPGDD et analyse relatif au gisement et au traitement des déchets dangereux en PACA - Région PACA	81 795
342	Région PACA	Réalisation de la stratégie d'économie circulaire et du plan de la Région PACA	3 334
343	ADEME	Mission de complétude base SINOE données 2015 ORD PACA	22 610
TOTAL			219 578

- ✓ des rémunérations perçues au titre des mandats : **406 K€**

Cf. tableau page suivante

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Rem 2016 HT
201	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	31 944
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	0
227	SDIS 13	Construction du centre de formation et des services techniques de Velaux	0
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Ciotat	0
229	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Arles et du groupement nord	33 140
231	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Allauch	0
232	SDIS 13	Construction du centre de secours de Jouques / Peyrolles	0
238	CG 13	Reconstruction du Collège Vallon de Toulouse à Marseille	63 749
239	CG 13	Reconstruction des Collèges Romain Rolland et Vincent Scotto à Marseille	0
248	St Rémy	Stades "Sans Souci" & de la "Petite Crau" St Rémy	0
251	SDIS 13	Centre de secours d'Ensues-Carry	0
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	0
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	0
256	SDIS 13	Construction du centre de secours des Pennes Mirabeau	0
257	SDIS 13	Construction du centre de secours de St Martin de Crau	0
258	CROUS 13	Restructuration du resto U Saint Jérôme	0
262	SDIS 13	Construction du centre de secours de Boulbon-Barbentane	0
263	SDIS 13	Construction du centre de secours de Trets	37 399
264	SDIS 13	Construction du centre de secours de Pelissane	0
266	Vitrolles	Réalisation espaces publics cœur de ville à Vitrolles	40 298
268	SDIS 13	Réhabilitation-extension du centre de secours de Marignane	17 064
270	Univ. Méd.	Construction Bâtiment OCEANOMED	13 836
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	23 246
272	SDIS 13	Construction du centre de secours de Sénas Mallemort	13 875
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	30 898
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	43 056
275	Rognac	Centre culturel de Rognac	8 234
278	Univ. Nice	Réhabilitation extension du bâtiment Fizeau - Université de Nice	39 945
279	SDIS 13	Bâtiment Storione - SDIS 13	0
280	Univ. Méd.	Gymnase expérimental de Luminy - Université de la Méditerranée	8 937
TOTAL			405 621

Quitus obtenus

Quitus en attente et demandés sur exercices précédents

Quitus demandés en 2016 et en attente

- ✓ de prestations de services effectuées dans le cadre du GIE 13 CECA (experts et moyens matériels) créé entre Treize Développement et Terra 13 pour un montant de **362 K€**. La totalité de ce coût a donc été facturé au GIE qui refacture ensuite cette somme à ses membres selon les clefs de répartition indiquées page suivante. Le produit résiduel pour la société est de 106 K€.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 74 K€, et sont constitués :

- ✓ des transferts de charges d'exploitation & reprises de provisions pour 59 K€ (remboursements Médéric pour 5 K€, 12 K€ de reprises de provisions sur engagement retraite, 34 K€ de reprise de provision sur gendarmerie d'Orgon et 7 K€ de transfert de charges - avantages en nature),
- ✓ d'autres produits pour un montant de 15 K€ (extourne charges à payer EDF).

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

Les produits exceptionnels d'un montant de **1 K€**, correspondent à l'annulation de chèques émis à l'attention des fournisseurs non débités et ayant fait l'objet d'une prescription commerciale.

La répartition des rémunérations facturées aux différents donneurs d'ordre est la suivante :

Donneurs d'ordre	Rem 2016 HT	% CA	Rappel % CA 2015	Rappel % CA 2014	Rappel % CA 2013	Rappel % CA 2012	Rappel % CA 2011	Rappel % CA 2010	Rappel % CA 2009	Rappel % CA 2008
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	95 693	15,3%	27,1%	33,7%	34,4%	40,0%	40,4%	67,8%	70,0%	75,3%
Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches du	175 433	28,1%	20,5%	21,0%	24,6%	16,5%	16,5%	10,0%	9,0%	5,6%
Syndicat Mixte de l'Arbois	0	0,0%	0,0%	0,0%	6,3%	7,4%	7,4%	3,3%	3,6%	2,6%
Syndicat intercommunal du Grand Vallat	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Service Départemental d'Incendie et de Secours des Hautes Alpes	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Ville de Saint-Rémy-de-Provence	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,7%
Université de la Méditerranée	22 773	3,6%	5,6%	13,2%	6,5%	5,8%	5,8%	2,0%	1,9%	1,0%
Ville de Septèmes-les-Vallons	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,5%	0,5%	1,2%	1,7%	0,1%
Crous d'Aix-Marseille	0	0,0%	2,3%	0,0%	2,2%	2,5%	2,5%	0,5%	1,0%	0,5%
Ville de Ceyreste	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ville d'Auriol	0	0,0%	0,0%	0,7%	0,7%	1,5%	1,5%	0,5%	0,2%	0,7%
Association Entraide 13	23 246	3,7%	0,0%	1,8%	0,5%	3,8%	3,8%	4,6%	3,7%	1,9%
SAN Ouest Provence		0,0%	0,2%	1,8%	0,7%	1,2%	1,2%	1,1%	4,9%	2,1%
ADEME	120 884	19,3%	20,7%	13,0%	9,0%	11,8%	11,3%	3,4%	1,6%	0,2%
Aliapur		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
GHB		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,7%
SEMIDEP		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Ministère de la Culture		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%
CHU E. Toulouse		0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,6%	0,6%	0,6%	0,5%	1,0%
SCV Michelet		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	1,0%	7,4%
Ville de Rognac	8 234	1,3%	4,1%	0,7%	7,4%	4,1%	4,1%	1,1%	0,6%	
Ville de Vitrolles	40 298	6,4%	8,1%	5,4%	5,0%	3,3%	3,3%	0,8%		
Ville de La Ciotat		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%		
RECORD		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%		
BRGM		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%		
Wilaya d'Alger		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,8%		
Université de Nice	39 945	6,4%	9,9%	8,0%	1,8%	1,1%	1,1%	0,0%		
Région PACA	85 129	13,6%	0,0%	0,1%	0,2%					
Conseil Général des Hautes Alpes	3 360	0,5%	0,0%	0,5%						
Conseil Général des Alpes de Haute Provence	2 855	0,5%	1,3%	0,2%						
Conseil Général du Var	7 350	1,2%	0,3%							
TOTAL	625 199	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les Charges : 1 251 K€ / 983 K€ après consolidation écritures GIE

Les montants des charges ci-dessous comprennent les charges propres de la société et les charges refacturées « poste par poste » par le GIE 13 CECA.

Les charges de personnel du GIE sont réparties au prorata du chiffre d'affaires de chacun des membres. Les autres charges sont réparties suivant l'effectif de chaque membre augmenté de la quote-part des salariés affectés du GIE.

Matières et fournitures non stockées : 5 K€ / 7 K€ après affectation des charges du GIE

L'essentiel de la consommation d'électricité est lié au fonctionnement du système de chauffage - climatisation, constitué d'une pompe à chaleur (3 K€). Quant à l'eau, elle est incluse dans les charges locatives.

Le carburant, les fournitures d'entretien et les petits équipements représentent une charge de 2 K€.

Il a été commandé pour 2 K€ de fournitures de bureau (y compris fournitures informatiques) en 2015.

Sous-traitance GIE : 579 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

Il s'agit de la refacturation par le GIE des moyens humains et matériels. Cette refacturation a été ventilée sur les différents postes comptables (d'où 0 K€).

Sous-traitance générale : 12 K€ / 9 K€ après affectation des charges du GIE

Ce poste comprend le coût des photocopies faites en interne (3 K€) et en externe (0 K€), et celui d'une sous-traitance technique dans le cadre du contrat passé avec l'ADEME sur l'observatoire régional des déchets (6 K€).

Redevances de Crédit-Bail : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

Les crédits baux de téléphonie et du mobilier de bureau sont arrivés à échéance en 2008.

Locations : 9 K€ / 51 K€ après affectation des charges du GIE

Treize Développement est hébergé dans les bureaux mis à disposition par le GIE 13 CECA (40 K€).

Le coût de la location du matériel (essentiellement de reprographie) est de 6 K€.

Les locations de véhicules représentent une charge de 5 K€ sur l'exercice.

Charges locatives et copropriété : 0 K€ / 10 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Entretien, Réparations, Surveillance : 8 K€ / 12 K€ après affectation des charges du GIE

Des contrats d'entretien et de de maintenance ont été souscrits (certains directement par la société et d'autres par le GIE) pour :

1. l'entretien des bureaux,
2. les logiciels de gestion (GO7, NUEVO, MARCO & BUSINESS GEOGRAPHIC),
3. la machine à affranchir (SECAP),
4. les extincteurs (DESAUTEL),
5. le système de chauffage/climatisation (3 G Tech),

6. la télésurveillance des locaux assurée par la société Telsud qui se rend sur place lors du déclenchement du système d'alarme,
7. le matériel SHARP.

Primes d'Assurances : 23 K€ / 23 K€ après affectation des charges du GIE

Deux contrats d'assurances souscrits par la société sont en cours :

1. la Responsabilité Civile Professionnelle auprès de Gras Savoye (13 K€),
2. la Responsabilité des Dirigeants (contrat Elite) auprès de la SMABTP (3 K€).

Les assurances contractées initialement par la société puis transférées au GIE (Multirisque 100% Pro bâtiment & mobilier auprès de Generali France, Multirisque Globale Informatique auprès de Generali France, Transport et Perte d'emploi dirigeant auprès d'AXA) représentent un coût de 6 K€.

La prise en charge par la société des surprimes d'assurances des agents utilisant leurs véhicules personnels pour les déplacements professionnels représente un coût de 1 K€ sur l'exercice.

Divers (Documentation, Colloques) : 2 K€ / 5 K€ après affectation des charges du GIE

Il s'agit des frais liés à la documentation de l'entreprise (3 K€) et de l'abonnement annuel à la plateforme de dématérialisation des marchés publics (2 K€). Compte tenu des difficultés financières, les adhésions à la FNEPL, l'ASSOEPL PACA, et à l'AMO Provence ont été suspendues.

Personnel Intérimaire : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Honoraires : 22 K€ / 46 K€ après affectation des charges du GIE

Ce poste comprend les honoraires de gestion, techniques, juridiques et une quote-part des honoraires de gestion du GIE.

1. Honoraires de gestion : 39 K€
Ce poste comprend d'une part, les honoraires d'expertise comptable et d'élaboration de la paie du Cabinet ADEXI ainsi que celles du Commissaire aux Comptes (dépenses propres à la société - 21 K€), et d'autre part, la quote-part des honoraires de gestion (contrôleur de gestion, paies & commissaire aux comptes) et de la prestation d'infogérance du GIE pour 18 K€
2. Honoraires techniques : 0 K€
3. Honoraires juridiques : 7 K€
Ce poste est constitué d'honoraires d'avocats (1K€) et du coût de l'étude (7 K€) confiée à FCL Gérer la Cité portant sur la faisabilité juridique et économique d'un rapprochement entre les sociétés départementales (Treize Développement, Terra 13, GIE 13 CECA) et la SPL de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix Marseille Provence (la Soleam).

Frais d'actes et de contentieux : 1 K€ / 1 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Publicité, Cotisations et Dons : 0 K€ / 1 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Transports des biens et du personnel : 0 K€ / 0 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Déplacts, Missions, Réceptions : 25 K€ / 21 K€ après affectation des charges du GIE

Ce poste correspond aux frais des agents de la société et la quote-part des frais des agents du GIE (ou mise à disposition du GIE), chacun utilisant son véhicule personnel pour les déplacements professionnels et étant remboursé sur la base du barème kilométrique fiscal.

Frais de PTT & Telecom : 16 K€ / 16 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Services Bancaires et assimilés : 1 K€ / 1 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Impôts et Taxes sur Rémunérations : 5 K€ / 7 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Autres Impôts et Taxes : 11 K€ / 4 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Charges de personnel : 496 K€ / 726 K€ après affectation des charges du GIE

La présentation des salariés a été faite page 9 du présent rapport (496 K€)

La quote-part des charges de personnel des agents du GIE (uniquement agents fonctionnels) est de 230 K€.

Dotations aux amortissements : 0 K€ / 7 K€ après affectation des charges du GIE

Treize Développement bénéficie des moyens matériels mis à disposition par le GIE. A ce titre, elle prend en charge une quote-part des amortissements. Les postes informatiques ont fait l'objet d'un renouvellement complet en 2013 (appel d'offres lancé par le GIE).

Provisions : 0 K€ / 1 K€ après affectation des charges du GIE

Il a été provisionné une somme de 1 K€ pour la prise en charge la quote-part des « engagements retraite » des agents du GIE.

Autres Charges : 1 K€ / 1 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Charges financières : 2 K€ / 2 K€ après affectation des charges du GIE

RAS

Charges exceptionnelles : 33 K€ / 33 K€ après affectation des charges du GIE

Il s'agit de la prise en charge (à la demande du Département) de soldes négatifs de deux fournisseurs dans le cadre du mandat pour la construction de la gendarmerie d'Orgon. Cette somme a été provisionnée dans les comptes de l'exercice 2015.

Impôts sur les Bénéfices : 0 K€

RAS

Le résultat de l'exercice : - 188 K€

V – EVENEMENTS IMPORTANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

Aucun événement important postérieur à la clôture de l'exercice n'est à signaler.

VI – PERSPECTIVES D'ACTIVITES 2017

A- LES CONVENTIONS DE MANDAT

Sur les 81 conventions de mandats signées depuis la création de la société en 2002, 36 ont été gagnées sur appel d'offres (obligation de mise en concurrence depuis 2005).

Au 1^{er} janvier 2017, le carnet de commandes est composé de :

- ✓ 9 opérations vivantes :
 - 3 sont en cours de chantier (les centres de secours de Trets, Port de Bouc et Gardanne) et seront réceptionnées dans le courant du 2nd semestre,
 - 3 seront clôturées suite à leurs résiliations (CD 13 : Archives départementales, collèges Gyptis et Louise Michel),
 - 3 feront l'objet d'une demande de quitus dans la foulée de la fin de la période de garantie de parfait achèvement (le centre de formation et des services techniques de Velaux du SDIS 13, le bâtiment Fizeau de l'Université de Nice et les espaces publics de la ville de Vitrolles),
- ✓ 20 opérations en attente de quitus (1 du CD 13, 14 du SDIS 13, 1 de la ville de St Rémy, 1 du CROUS 13, 2 de l'Université de la Méditerranée et 1 de l'Entraides).

B- LES CONDUITES D'OPERATIONS

La conduite d'opération relative au le plateau technique feux de forêts à Velaux pour le compte du SDIS sera soldée en 2017.

C- LES ETUDES & AMO ENVIRONNEMENT

Le carnet de commandes 2017 est composé des cinq missions suivantes qui seront soldées sur l'exercice :

N° Opération	Maître d'ouvrage	LIBELLE OPERATION	Date de notification à 13d	Durée de la mission (en mois)	Montant total de la rémunération (en € HT.)
338	CG 04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	6-nov.-14	30	36 800,00
339	CG 83	Evaluation environnementale du plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du BTP du Var	2-avr.-15	9	11 900,00
340	ADEME	Mission d'assistance pour une animation régionale autour des déchets du BTP	21-sept.-15	30	37 450,00
341	Région PACA	Mission d'assistance pour le suivi du plan régional des déchets dangereux	6-avr.-16	24	87 500,00
343	ADEME	Mission de complétude de la base SINOE des données 2015 des collectivités dans le cadre de l'Observatoire Régional des Déchets en PACA	8-nov.-16	6	23 800,00

VII - BUDGET PREVISIONNEL REVISE 2017

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

A – PRESENTATION SYNTHETIQUE

DETAIL après neutralisation écritures CPA et consolidation écriture GIE	RESULTAT 2016 13D	BUDGET PREVISIONNEL 2017 13D	BUDGET PREVISIONNEL REVISE 2017 13D
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>			
<u>ACHATS</u>			
Edf/Gdf - Eau	3 697	3 000	3 000
Carburant	1 756	1 000	2 000
Produits d'Entretien			
Petit Outillage	89		
Fournitures de Bureau	1 007	1 000	1 000
Fournitures Informatiques	635		
	7 184	5 000	6 000
<u>SERVICES EXTERIEURS</u>			
Travaux Tirages Extérieurs			
Photocopies internes	3 247	2 000	2 000
Sous-traitance technique	6 000		
Credit Bail Mobilier			
Location immobiliere	39 599	22 000	26 000
Charges Locatives	9 629	5 000	6 000
Location de Materiel	10 607	5 000	6 000
Entretien des Locaux	5 843	4 000	4 000
Entretien Materiel Bureau, Maintenance	5 369	4 000	4 000
Interventions et surveillance	437		
Assurances RC, Multirisque, Mandataires	20 935	17 000	20 000
Assurances Véhicules	1 542	1 000	1 000
Assurances diverses CNR			
Documentation Générale	3 087	2 000	2 000
Séminaires, Colloques & Cotisations	2 164	2 000	2 000
	108 459	64 000	73 000
<u>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</u>			
Personnel Interimaire			
Honoraires Gestion	39 131	26 000	32 000
Honoraires Techniques			
Honoraires Juridiques	6 513	2 000	1 000
Frais d'Actes & Contentieux	1 355	1 000	1 000
Publicité	1 045	1 000	
Frais de Déplacement / transport par tiers	11 049	7 000	6 000
Missions & Réceptions	9 695	7 000	7 000
Frais de PTT & TELECOM	15 735	10 000	10 000
Services Bancaires	713	1 000	1 000
Dons			
	85 235	55 000	58 000
<u>IMPÔTS & TAXES</u>			
Taxe Professionnelle - TVTS	4 486	2 000	3 000
Taxe sur salaires	6 620	3 000	4 000
	11 106	5 000	7 000
<u>FRAIS DE PERSONNEL</u>			
Personnel Propre	725 421	334 000	418 000
Formation	656		
	726 077	334 000	418 000
<u>CHARGES FINANCIERES</u>			
Interets & Agios Bancaires	1 766	1 000	1 000
<u>AUTRES CHARGES</u>	34 597		
<u>AMORTISSEMENTS</u>	7 203	4 000	4 000
<u>PROVISIONS</u>	933		
<u>TRANSFERT DE CHARGES</u>			
TOTAL DES CHARGES	982 560	468 000	567 000

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

DETAIL après neutralisation écritures CPA et consolidation écriture GIE	RESULTAT 2016 13D	BUDGET PREVISIONNEL 2017 13D	BUDGET PREVISIONNEL REVISE 2017 13D
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>			
<u>PRESTATIONS DE SERVICES ET ETUDES</u>			
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	193 634	1 000	20 000
Etudes			
Mission Diagnostic et Maintenance			
<i>Etudes & AMO nouvelles</i>	25 944		
	219 578	1 000	20 000
<u>REMUNERATION SUR OPERATIONS</u>			
Conduites d'opérations privées			
Mandats privés	23 246		
Conduites d'opérations publiques			2 000
Mandats publics	382 375	180 000	226 000
Concessions et mandats d' Aménagement			
<i>Opérations nouvelles "Aménagement"</i> <i>Opérations nouvelles "Construction Publique"</i>			
	405 621	180 000	228 000
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>			
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>			
<u>PRODUITS DIVERS (Repises Provisions)</u>	63 295	61 000	106 000
<u>RBT CHARGES</u>			
<u>PRODUCTION DE BIENS (Variation de Stock)</u>			
<u>PRESTATIONS AU GIE</u>	106 010		45 000
TOTAL DES PRODUITS	794 504	242 000	399 000
RESULTAT AVANT IS	-188 056	-226 000	-168 000
IMPOT SOCIETE			
RESULTAT APRES IS	-188 056	-226 000	-168 000

B - COMMENTAIRES SUR LE BUDGET PREVISIONNEL REVISE 2017

I – LES CHARGES (567 K€)

Il est rappelé que les clés de répartition des charges du GIE entre les deux membres fondateurs sont constituées, d'une part, par l'effectif de chacune des entités pour tout ce qui concerne les charges autres que la masse salariale, et d'autre part, par la répartition du chiffre d'affaires en ce qui concerne les prestations intellectuelles réalisées par les agents du GIE.

Achat de matières et de fournitures

Il s'agit des achats courants d'exploitation à savoir :

- charges EDF/eau, carburant,
- produits d'entretien et petit outillage,
- fournitures de bureau et informatiques,

Soit un total de 6 K€ en 2017, contre 7 K€ en 2016.

Services extérieurs

Il s'agit des charges liées aux frais de tirages, à la sous-traitance technique, à la location des locaux et du matériel ainsi qu'à leur entretien et leur surveillance, et enfin aux différentes primes d'assurances et à la documentation générale.

Soit un total de 73 K€ en 2017, contre 108 K€ en 2016.

Autres services extérieurs

Il s'agit des charges de personnel intérimaire, honoraires, frais d'actes et contentieux, frais de déplacements, frais de publicité, frais de représentation de la société, frais de poste, services bancaires, cotisations et dons.

Soit un total de 58 K€ en 2017, contre 85 K€ en 2016.

Impôts et Taxes

Il s'agit de la contribution économique territoriale, des taxes d'apprentissage et sur salaires.

Soit un total de 7 K€ en 2017, contre 11 K€ en 2016.

Frais de personnel

Il s'agit des salaires et charges patronales des agents de la société, de leurs frais de formation et du coût des agents fonctionnels du GIE intervenant sur la société et ses opérations.

L'effectif de la société était, au 31/12/16, de 4 personnes (3 chargés d'opérations, 1 assistante de chargés d'opérations).

Le licenciement économique de 2 chargées d'opérations est en cours (fin des préavis en juin). Le scénario de rapprochement retenu (COPIL du 01/12/16) des sociétés départementales (Terra 13, Treize Développement et GIE 13 CECA) avec la Soleam est celui d'une fusion

absorption de Terra 13 par la Soleam. Ce scénario nécessite le repositionnement préalable de l'ensemble des personnels sur la SPL Terra 13. Les dernières opérations étant livrées sur l'exercice, les 2 agents de la société rejoindront donc la SPL d'ici la fin de l'année (1 assistante de chargés d'opérations en juin et 1 chargé d'opérations en décembre). Les 10 agents du GIE 13 CECA (services fonctionnels : juridique, marchés, finances, comptabilité, ressources humaines, infogérance et moyens généraux) rejoindront également la SPL à la fin de l'exercice.

Le coût du personnel de 418 K€ intègre à hauteur de 138 K€ les salaires chargés des agents du GIE intervenant sur la société et ses opérations.

Soit un total de 418 K€ en 2017, contre 726 K€ en 2016.

Charges financières

Il s'agit des agios et intérêts bancaires au niveau de la gestion du compte société ainsi que des intérêts moratoires payés aux entreprises lorsque l'échéance de règlement a été dépassée.

Soit un total de 1 K€ en 2017, contre 2 K€ en 2016.

Autres Charges

Il s'agit de régularisation de charges diverses.

Soit un total de 0 K€ en 2017, contre 35 K€ en 2016.

Amortissements

Il s'agit de l'amortissement des immobilisations (mis à disposition par le GIE 13 CECA ou appartenant à la société) constituées des installations et agencements, du matériel de bureau, du matériel informatique et du mobilier.

Soit un total de 4 K€ en 2017, contre 7 K€ en 2016.

Provisions

Il s'agit des provisions pour engagements retraite.

Soit un total de 0 K€ en 2017, contre 1 K€ en 2016.

Transferts de charges – Prestations GIE

Comme en 2014, 2015 et 2016, il n'est pas prévu, au travers du GIE, de prestations d'experts opérationnels de la société Terra 13 sur des opérations de Treize Développement.

Soit un total de 0 K€ en 2017, contre 0 K€ en 2016.

<p>On constate, entre le compte de résultat 2016 et le budget prévisionnel révisé 2017 une diminution des charges de 416 K€</p>
--

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

II – LES PRODUITS (399 K€)

Les Mandats

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Rem 2017 HT
201	CG 13	Construction des archives et de la bibliothèque de prêt départementales	11 261
209	CG 13	Construction de la gendarmerie d'Orgon	0
227	SDIS 13	Construction du centre de formation et des services techniques de Velaux	41 140
228	SDIS 13	Construction du centre de secours principal de la Ciotat	0
229	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Arles et du groupement nord	0
231	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Allauch	0
232	SDIS 13	Construction du centre de secours de Jouques / Peyrolles	0
238	CG 13	Reconstruction du Collège Vallon de Toulouse à Marseille	19 362
239	CG 13	Reconstruction des Collèges Romain Rolland et Vincent Scotto à Marseille	49 917
248	St Rémy	Stades "Sans Souci" & de la "Petite Crau" St Rémy	0
251	SDIS 13	Centre de secours d'Ensues-Carry	0
252	SDIS 13	Construction du centre de secours de Mollégès	0
253	SDIS 13	Construction du centre de secours d'Aubagne	0
256	SDIS 13	Construction du centre de secours des Pennes Mirabeau	0
257	SDIS 13	Construction du centre de secours de St Martin de Crau	0
258	CROUS 13	Restructuration du resto U Saint Jérôme	0
262	SDIS 13	Construction du centre de secours de Boulbon-Barbentane	0
263	SDIS 13	Construction du centre de secours de Trets	15 245
264	SDIS 13	Construction du centre de secours de Pelissane	0
266	Vitrolles	Réalisation espaces publics cœur de ville à Vitrolles	11 702
268	SDIS 13	Réhabilitation-extension du centre de secours de Marignane	0
270	Univ. Méd.	Construction Bâtiment OCEANOMED	0
271	Entraides	Construction d'un EHPAD St Jean du Désert	0
272	SDIS 13	Construction du centre de secours de Sénas Mallemort	0
273	SDIS 13	Construction du centre de secours de Port de Bouc	20 867
274	SDIS 13	Construction du centre de secours de Gardanne	30 412
278	Univ. Nice	Réhabilitation extension du bâtiment Fizeau - Université de Nice	25 678
279	SDIS 13	Bâtiment Storione - SDIS 13	0
280	Univ. Méd.	Gymnase expérimental de Luminy - Université de la Méditerranée	0
TOTAL			225 582

Soit un total de 226 K€ en 2017, contre 406 K€ en 2016.

Les Conduites d'Opérations

N° Op	Maître d'ouvrage	Libellé Opération	Rem 2017 HT
407	SDIS 13	ATMO plateau technique feux de forêts à Velaux	2 335

Soit un total de 2 K€ en 2017, contre 0 K€ en 2016.

Les AMO et Etudes dans le domaine de l'environnement

N° Op	Client	Libellé Opération	Rem 2017 HT
338	CG 04	Plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP (Alpes de Haute Provence)	1 028
339	CG 83	Evaluation environnementale plan BTP du Var - co-traitance G2C	2 100
340	ADEME	Animation régionale autour des déchets du BTP	10 281
341	Région PACA	Suivi des indicateurs du PRPGDD et analyse relative au gisement et au traitement des déchets dangereux en PACA - Région PACA	5 705
343	ADEME	Mission de complétude base SINOE données 2015 ORD PACA	1 190
TOTAL			20 304

Soit un total de 20 K€ en 2017, contre 220 K€ en 2016.

Les produits financiers

Il n'a pas été prévu de rémunération du compte bancaire société sur l'exercice.

Soit un total de 0 K€ en 2017, contre 0 K€ en 2016.

Les produits exceptionnels

Il n'a pas été prévu de produit exceptionnel sur l'exercice.

Soit un total de 0 K€ en 2017, contre 0 K€ en 2016.

Les produits divers

Ils correspondent à des reprises de provisions (EDF, engagements retraite).

Soit un total de 45 K€ en 2017, contre 106 K€ en 2016.

Les remboursements de charges

Ils correspondent aux remboursements des maladies des agents de la société dans le cadre du contrat prévoyance passé avec MEDERIC (remboursements affectés au niveau des charges).

Soit un total de 0 K€ en 2017, contre 0 K€ en 2016.

Les prestations au GIE

Il s'agit des prestations d'experts de Treize Développement mis à disposition du GIE.

Soit un total de 45 K€ en 2017, contre 106 K€ en 2016.

On constate, entre le compte de résultat 2016 et le budget prévisionnel révisé 2017 une diminution des produits de 57 K€

III – LE RESULTAT AVANT IS

L'exercice 2017 devrait se solder par un résultat déficitaire de 168 K€

Le Département des Bouches du Rhône, actionnaire majoritaire de la société, a versé fin 2016 un apport en compte courant d'un montant de 750 K€ (dont le remboursement est prévu en 2018) pour permettre d'assurer les conditions financières optimales de parfait achèvement des contrats.

Dans ce scénario budgétaire, le contrat est rempli puisque :

- ✓ **A la fin du 1er semestre 2017, toutes les opérations auront été livrées,**
- ✓ **A la fin du 1er semestre 2018, toutes les fins de période de garantie de parfait achèvement seraient prononcées,**
- ✓ **A la fin de l'exercice 2018, les dernières demandes de quitus auront été établies.**

La perte sur l'exercice 2017 ramènerait le niveau de fonds propres de la société à 5 K€. La simulation budgétaire sur 2018 donne un exercice équilibré.

VIII - RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES DE LA SOCIETE

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 14 déc 2018 - Rapport n° 49

TREIZE DEVELOPPEMENT
CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34

Rapport de Gestion sur l'exercice 2016 et les perspectives 2017

RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES) DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016
I. CAPITAL EN FIN D' EXERCICE					
a) Capital Social	567 500	567 500	567 500	567 500	567 500
b) Nombre d'actions émises	1 135	1 135	1 135	1 135	1 135
II. OPERATIONS ET RESULTATS DE L' EXERCICE					
a) Chiffres d'affaires HT	5 108 841	6 603 478	1 967 451	1 252 783	987 296
b) Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	124 593	-320 068	-495 969	-333 240	-234 379
c) Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice					
e) Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	35 200	-367 133	-350 392	-286 900	-188 056
f) Résultat distribué					
III. RESULTATS PAR ACTION					
a) Résultat après impôts, participations des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	110	-282	-437	-294	-207
b) Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	31	-323	-309	-253	-166
c) Dividende distribué à chaque action					
IV. PERSONNEL					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	39	31	17	9	6
b) Effectif des salariés au 31/12	37	29	11	8	4
c) Montant de la masse salariale de l'exercice	1 799 406	1 471 575	872 797	498 569	347 073
d) Montant versé au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, ...)	931 919	749 781	405 840	224 441	148 750
CAPITAUX PROPRES AU 31/12	1 365 618	998 485	648 093	361 192	173 136

TREIZE DEVELOPPEMENT

467 Chemin du Littoral

13016 MARSEILLE

Etats Financiers au 31/12/2016

SEMAPHORES

EXPERTISE

SOMMAIRE

BILAN	
Bilan actif	1
Bilan passif	2
COMPTE DE RESULTAT	
Compte de résultat partie 1	3
Compte de résultat partie 2	4
ANNEXE	5
Annexe	6
Informations sur Bilan et Compte de résultat	14
Etat de l'actif immobilisé	15
Etat des amortissements	16
Etat des provisions	17
Etat des échéances, des créances et des dettes	18
Produits à recevoir	19
Charges à payer	20
Charges et produits constatés d'avance	21
Variation des capitaux propres	22
Affectation résultats soumise approbation AG	22
Ventilation du chiffre d'affaires	23
Engagements financiers et autres informations	24
Résultats des cinq derniers exercices	25
DETAIL DES COMPTES	26
Comptes d'actif	27
Comptes de passif	30
Comptes de charges	34
Comptes de produits	38
ETATS FINANCIERS PAR ACTIVITE	40

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 975		10 975	11 725
ACTIF IMMOBILISE	10 975		10 975	11 725
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	423 615		423 615	305 493
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 450 354	56 648	4 393 705	4 718 511
Autres créances	135 396		135 396	976 158
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 316 944		2 316 944	2 477 399
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	8 051		8 051	13 099
ACTIF CIRCULANT	7 334 359	56 648	7 277 711	8 490 661
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	7 345 334	56 648	7 288 686	8 502 385

BILAN PASSIF

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 567 500)	567 500	567 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	56 750	56 750
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	(263 058)	23 843
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(188 056)	(286 900)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	173 136	361 192
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		34 443
Provisions pour charges	21 148	33 027
PROVISIONS	21 148	67 471
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 741 107	1 091 064
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	750 000	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 060	1 060
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 228 421	2 565 782
Dettes fiscales et sociales	229 185	408 091
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 140 139	3 911 961
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 489	95 765
DETTES	7 094 401	8 073 722
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	7 288 686	8 502 385

Résultat de l'exercice en centimes

-188 056,30

Total du bilan en centimes

7 288 685,56

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>31/12/2015</i>
Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services	987 296		987 296	1 252 783
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	987 296		987 296	1 252 783
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges Autres produits			58 817 15 566	(4) 114 039 20 690
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 061 680	1 387 509
Achats de marchandises (y compris droits de douane) Variation de stock (marchandises) Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) Variation de stock (matières premières et approvisionnements) Autres achats et charges externes Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales			703 754 15 223 347 073 148 750	(4) 913 837 16 769 498 569 224 441
DOTATIONS D'EXPLOITATION Sur immobilisations : dotations aux amortissements Sur immobilisations : dotations aux dépréciations Sur actif circulant : dotations aux dépréciations Dotations aux provisions Autres charges			1 224	34 443 452
CHARGES D'EXPLOITATION			1 216 023	1 688 509
RESULTAT D'EXPLOITATION			(154 344)	(300 999)
OPERATIONS EN COMMUN Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS Produits financiers de participations Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				80
PRODUITS FINANCIERS				80
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions Intérêts et charges assimilés Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 745	1 711
CHARGES FINANCIERES			1 745	1 711
RESULTAT FINANCIER			(1 745)	(1 631)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(156 089)	(302 630)

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>31/12/2015</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	1 406	15 922
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 406	15 922
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	33 373	192
CHARGES EXCEPTIONNELLES	33 373	192
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(31 968)	15 730
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	1 063 085	1 403 512
TOTAL DES CHARGES	1 251 142	1 690 412
BENEFICE OU PERTE	(188 056)	(286 900)

TREIZE DEVELOPPEMENT

ANNEXE AU BILAN DU 31/12/16

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2016, dont le total est de 7 288 686 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un résultat déficitaire de – 188 056 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.

Les tableaux joints à la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels.

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. PRINCIPES GENERAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendances des exercices.

La Loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83-1020 du 29 novembre 1983, s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la Loi du 7 juillet 1983.

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan comptable général homologué par l'arrêté du 26 décembre 2016 publié au Journal officiel de la République française du 28 décembre 2016. Ce règlement annule et remplace le règlement CRC n°99-03, communément dénommé PCG 1999, et tous les autres règlements homologués depuis 1999 et l'ayant modifié.

Ils sont également établis conformément à l'avis du comité national de comptabilité du 18 mars 1999 pour les opérations de concessions d'aménagement, ainsi que les avis antérieurs du 12 juillet 1984 et 8 décembre 1993 pour les autres opérations. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FEPL (guide comptable professionnels des EPL et opérations d'aménagement) a également été respecté.

1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société Treize Développement a été constituée en avril 2002.

Au 31 décembre 2016, Treize Développement a un portefeuille de 31 opérations de Mandats, dont 22 opérations en « attente de quitus » :

- 4 avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône,
- 18 avec le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,
- 1 avec la ville de Saint Remy de Provence,
- 4 avec l'Université de la Méditerranée,
- 1 avec le CROUS d'Aix-Marseille,
- 1 avec la ville de Vitrolles,
- 1 avec l'Association Entraide,
- 1 avec l'Université de Nice.

Outre ces opérations d'aménagement, la société Treize Développement a poursuivi l'exécution d'études dans le domaine environnemental.

La société Treize Développement a créé en date du 1er décembre 2010 un groupement d'intérêt économique avec la société publique locale Terra Treize, groupement d'intérêt économique dont l'objet est de mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter, à développer, améliorer l'activité de ses membres.

Au cours de l'exercice 2016, le coût des moyens mis à disposition du GIE 13 CECA est évalué à la somme de 362 097 euros HT.

La totalité de ce coût est facturé au GIE 13 CECA qui refacture à ses membre cette somme, ainsi que ses propres charges suivants les clés de répartition suivantes :

- L'effectif de chacune des entités, effectif augmenté de la quote-part des salariés du GIE 13 CECA pour tout ce qui concerne les charges autres que la masse salariale ;
- Le chiffre d'affaires de chacune des sociétés pour ce qui concerne les prestations intellectuelles réalisées par les agents du GIE 13 CECA.

La quote-part des charges facturée à Treize Développement par le GIE 13 CECA au titre de l'exercice 2016 s'élève à la somme de 579 291 euros HT.

Les principales caractéristiques des comptes annuels 2016, peuvent être schématisées de la manière suivante :

Chiffre d'Affaires HT :	987 K€
Résultat d'exploitation :	- 154 K€
Résultat Financier :	- 2 K€
Résultat exceptionnel :	- 32 K€
Impôt Société :	0 K€
Résultat Net :	- 188 K€

1.3. PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du code de commerce et respectent les prescriptions du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.4. INFORMATIONS SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

1.4.1. Mandats d'équipement

La société Treize Développement réalise au nom et pour le compte des Collectivités, des mandats de réalisation d'équipement.

A ce titre, l'ensemble des droits et obligations pris par le mandataire pour ordre et pour compte du mandant, sont inscrits à l'actif et au passif de notre bilan.

Ces droits et obligations correspondent à la somme des avances comptabilisées augmentée des produits financiers cumulés à la fin de l'exercice 2016. De ce solde sont déduites les dépenses constatées à fin 2016.

Les soldes des opérations de mandat dont les dépenses constatées ont été supérieures aux avances et produits financiers constatés, sont imputés à l'actif sous la rubrique « Autres créances » pour un montant de 1 066 euros.

Inversement, les soldes des opérations de mandat dont les avances et produits financiers constatés sont supérieurs aux dépenses constatées, sont imputés au passif sous la rubrique « autres dettes » pour un montant de 2 048 306 euros.

1.4.2. Autres postes

A. Avances et acomptes versés sur commandes

Ce poste correspond aux avances forfaitaires versées aux entreprises de travaux et aux maîtres d'œuvres dans le cadre des opérations de mandat. Au 31 décembre 2016, le montant de ces avances s'élève à 423 615 euros.

B. Créances clients et comptes attachés

Le montant brut de ce poste au 31 décembre 2016 s'élève à 4 450 354 euros. Il se répartit entre le fonctionnement et les opérations de mandat de la façon suivante:

- 896 695 euros au titre du fonctionnement dont :
 - 502 000 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée en 2016 sur les opérations de mandats.
 - 204 728 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2016 sur les marchés relatifs à l'environnement.
 - 70 104 euros, correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2016 sur les marchés relatifs aux conduites d'opérations.
 - 119 863 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des prestations liés au GIE 13 CECA créé avec la société Terra Treize.
- 3 553 658 euros au titre des opérations de mandat correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des avances demandées en 2016.
Pour mémoire ce montant était de 3 786 777 euros en 2015 pour les opérations de mandats.

Principe de dépréciation :

Certaines créances font également l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrement. Ce risque est apprécié au cas par cas selon l'ancienneté de la créance et la probabilité de non recouvrement.

La provision constituée antérieurement à hauteur de 56 648 € a été conservée.

Le montant des avances demandées aux collectivités fluctue d'un exercice comptable à l'autre, compte tenu des besoins de trésorerie issus des derniers règlements de l'exercice et des prévisions de paiement devant intervenir début d'année suivante.

C. Autres créances

Ce poste d'un montant de 135 396 euros, représente non seulement le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour 1 066 euros, mais aussi les différentes créances de fonctionnement propres à Treize Développement et ce pour 80 816 euros :

- créances de nature fiscale pour 72 918 euros,
- fournisseurs débiteurs pour 90 euros,
- et autres créances pour 7 808 euros.

Ainsi que les autres créances relatives aux opérations de mandat pour un montant de 53 514 euros.

D. Dettes financières diverses

Pour faciliter la gestion de la trésorerie de la société, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a consenti à la société un apport en compte courant d'associés d'un montant de 750 000 euros. Cet apport ne produira pas d'intérêts au profit du Département et sera remboursé d'ici deux ans.

E. Dettes fournisseurs

Ce poste s'élève à 1 228 421 euros et correspond aux dettes fournisseurs restants dues au 31 décembre 2016, respectivement sur :

- le fonctionnement pour 43 725 euros,
- les opérations de mandats pour 1 184 696 euros.

Le poste des fournisseurs sur opérations de mandats, correspond aux factures relatives à des prestations de 2016 comptabilisées sur l'exercice et qui ont données lieu à paiement au cours des premières séances de règlements de 2017.

La variation de l'en cours fournisseurs, au titre des opérations de mandat, d'un exercice comptable à l'autre, résulte de l'avancement des opérations. Une opération se trouvant en phase travaux, génère des dépenses mensuelles élevées ; à l'inverse, une opération se trouvant en phase étude, ou en phase de clôture, génère quant à elle moins de dépenses, ce qui explique les écarts entre les différents exercices.

F. Dettes fiscales et sociales

Ce poste d'un montant de 229 185 euros, représente les dettes fiscales et sociales propres au fonctionnement de Treize Développement.

G. Autres dettes

Ce poste d'un montant de 2 140 139 euros est ventilé comme suit :

- le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour un montant de 2 048 306 euros, et autres dettes sur mandats pour un montant de 2 509 euros.
- les différentes dettes de fonctionnement propres à Treize Développement pour 89 324 euros.

1.4.3. Trésorerie

Sous la rubrique « disponibilités » positionnée à l'actif du bilan, sont retranscrites les trésoreries positives des différentes opérations de mandat pour un montant de 1 914 140 euros et au titre du fonctionnement pour un montant de 402 804 euros.

Sous la rubrique « emprunts et dettes auprès des établissements de crédit » positionnée au passif du bilan, sont retranscrites les trésoreries négatives des opérations de mandat qui s'élèvent à 2 741 107 euros.

La variation des trésoreries des opérations de mandat d'un exercice à l'autre, dépend en grande partie de la phase où se trouvent les différentes opérations de mandat. Une opération se trouvant en phase chantier, entraîne comme indiqué ci-dessus des besoins en trésorerie élevés.

1.4.4. Provisions pour risques et charges

La provision pour risque présente à l'arrêté des comptes de l'exercice 2015 pour faire face à un risque dans le cadre d'une clôture d'opération pour un montant de 34 443 euros a été reprise sur 2016.

1.4.5. Provisions pour engagements retraite

Depuis l'exercice 2005, la société Treize Développement, procède à l'analyse des engagements retraite (selon la méthode prospective) et comptabilise une provision pour engagement retraite.

La base de calcul de cette provision, est conforme au code du travail qui prévoit le montant de l'indemnité lors du départ à la retraite d'un salarié :

- un demi mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- un mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- un mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- deux mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

Cette provision a été déterminée, en tenant compte :

- de l'ancienneté future des salariés, et ce à l'âge de leur départ en retraite (départ estimé à 65 ans pour l'ensemble du personnel) ;
- de la probabilité de départ de la société (probabilité plus importante pour les salariés les plus jeunes) ;
- de l'espérance de vie des salariés ;
- d'un facteur d'actualisation des salaires et du coût de la vie.

Elle est complétée des incidences de la loi sur le financement de la sécurité sociale prévoyant une contribution de 50% à la charge de l'employeur.

Au titre de l'exercice 2016, une reprise de provision a été comptabilisée pour un montant de 11 879 euros, portant ainsi le montant global des provisions pour départ à la retraite à 21 148 euros. Cette provision est retraitée fiscalement.

Un calcul complémentaire au calcul effectué par l'entreprise a été réalisé en tenant compte de l'actualisation des différentes tables, elle conduit à la détermination d'un passif social de 38 689 €. L'écart entre cette somme et le montant provisionné dans les comptes est constitutif d'un engagement hors bilan.

1.4.6. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2016 s'élève à 13 180 euros.

1.4.7 Rémunération des dirigeants

Sont à communiquer les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance (R 123-196.1) pour autant que ces informations soient globales. Dans le cas de la société, ces informations seraient de nature à communiquer des informations personnelles. Aussi, ces sommes ne figurent-elles pas dans la présente annexe.

1.4.8 CICE

Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été comptabilisé dans les comptes 2016 pour un montant de 2 550 euros.

Le montant du CICE est calculé sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année 2016 qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC multiplié par un taux de 6 % pour l'année 2016. Ce crédit d'impôt a été enregistré en diminution des comptes de personnel conformément aux recommandations de l'Autorité Nationale de la Comptabilité

Treize Développement, membre du GIE CECA, soumis à l'impôt sur les sociétés, a comptabilisé proportionnellement à ses droits dans le GIE, une quote-part du CICE du GIE (50%).

En 2016, cette quote-part du CICE s'élève à 6 105 euros.

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

2. INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

Cf. Tableaux Annexés ci-après :

- Immobilisations
- Amortissements
- Provisions et dépréciations
- Créances et dettes
- Détail des produits à recevoir
- Détail des charges à payer
- Détail des charges et produits constatés d'avance
- Variation des capitaux propres
- Affectation du résultat soumise à l'approbation de la prochaine AG
- Résultats des cinq derniers exercices
- Ventilation du Chiffre d'affaires
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

**INFORMATIONS
BILAN ET RESULTAT**

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
	<i>Dont composants</i>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	11 725		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 725		
TOTAL GENERAL	11 725		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		750	10 975	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		750	10 975	
TOTAL GENERAL		750	10 975	

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	33 027 34 443		11 879 34 443	21 148 21 148
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	67 471		46 323	21 148
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	56 648			56 648
DEPRECIATIONS	56 648			56 648
TOTAL GENERAL	124 119		46 323	77 796
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles			46 323	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 975	10 975	
Clients douteux ou litigieux	67 751	67 751	
Autres créances clients	4 382 602	4 382 602	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	3 547	3 547	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	8 655	8 655	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	61 096	61 096	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	3 167	3 167	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	58 931	58 931	
Charges constatées d'avance	8 051	8 051	
TOTAL GENERAL	4 604 775	4 604 775	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an,-5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 741 107	2 741 107		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	750 000	750 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 228 421	1 228 421		
Personnel et comptes rattachés	10 509	10 509		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 584	19 584		
Etat : impôt sur les bénéfiques				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	194 463	194 463		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	4 628	4 628		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 140 139	2 140 139		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 489	4 489		
TOTAL GENERAL	7 093 342	7 093 342		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	750 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2016

PRODUITS A RECEVOIR	45 097
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	37 289
4181000 Clients factures a etablir	37 289
AUTRES CREANCES	7 808
438700 Produits a recevoir	3 547
468700 Produits a recevoir	4 261
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	45 097

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2016

CHARGES A PAYER	97 976
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	33 041
408100 FOURNISSEURS d'EXPLOITAT	33 041
DETTES FISCALES ET SOCIALES	13 902
428200 Dettes provisionnees pour conges payes	7 219
428610 PERSONNEL FRAIS A PAYER	3 290
438200 Charges sociales sur conges a payer	3 393
AUTRES DETTES	51 033
468600 Charges a payer	51 033
TOTAL DES CHARGES A PAYER	97 976

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2016

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	8 051
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	8 051
486000 Charges constatées d'avance	8 051
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(4 489)
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	(4 489)
487000 Produits constatés d'avance	(4 489)
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 562

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>Situation à l'ouverture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		361 192
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		361 192
<i>Variations en cours d'exercice</i>	<i>En moins</i>	<i>En plus</i>
	SOLDE	
<i>Situation à la clôture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant répartition		361 192

**AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE
A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

<i>1 - Origine</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau antérieur	-263 057,55
Résultat de l'exercice	-188 056,30
TOTAL	-451 113,85

<i>2 - Affectations</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau	-188 056,30
TOTAL	-188 056,30

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN KE

<i>Rubriques</i>	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/12/2016</i>	<i>Total 31/12/2015</i>	<i>% 16 / 15</i>
Rémunération des mandats	406		406	611	-33,57 %
Diagnostic et environnement					
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	3		3	2	35,92 %
Conduite d'opérations				6	-100,00 %
Produits financiers concession					
Prestations refacturées au GIE	362		362	458	-20,88 %
Autres cessions concession					
Concession participation					
Environnement	216		216	176	22,71 %
TOTAL	987		987	1 253	-21,19 %

**ENGAGEMENTS FINANCIERS,
AUTRES INFORMATIONS**

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2016 12</i>	<i>31/12/2015 12</i>	<i>31/12/2014 12</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	567 500	567 500	567 500	567 500	567 500
Nombre d'actions - ordinaires	1 135	1 135	1 135	1 135	1 135
Nombre maximum d'actions à créer					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	987 296	1 252 783	1 967 451	6 603 478	5 108 841
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(234 379)	(333 240)	(495 969)	(320 068)	124 593
Dot. Amortissements et provisions	(46 323)	(46 340)	(145 577)	47 065	89 394
Résultat net	(188 056)	(286 900)	(350 392)	(367 133)	35 200
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	(207)	(294)	(437)	(282)	110
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(166)	(253)	(309)	(323)	31
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	6	9	17	31	39
Masse salariale	347 073	498 569	872 797	1 471 575	1 799 406
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	148 750	224 441	405 840	749 781	931 919

DETAIL DES COMPTES

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF

	31/12/2016	31/12/2015
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10 975	11 725
AUTRES IMMOBILISAT. FINANCIERES	10 975	11 725
275100 Depots	10 975	10 975
275500 Cautionnements		750
STOCKS		
EN COURS - STOCKS C.P.A.		
380700 REMUNERATION A REGLER	527 700	527 700
381000 ETUDES	47 579	47 579
381500 AUTRES ETUDES	84 000	84 000
382000 MAITRISE DES TERRAINS ET IMMEUBLES	257 335	257 335
382200 FRAIS ANNEXES SUR ACQUISITIONS	4 941	4 941
382500 AUTRES FRAIS SUR ACQUISITIONS	5 399	5 399
384200 HONORAIRES SUR TRAVAUX	495 787	495 787
384300 MISE EN ETAT DES SOLS	17 063	17 063
384400 HONORAIRES DIVERS	80 887	80 887
384450 AUTRES HONORAIRES DIVERS	7 143	7 143
384600 HONORAIRES ISO 14001	63 645	63 645
386500 AUTRES FRAIS FINANCIERS	1 570	1 570
387000 REMUNERATION COMMERCIALE	707 252	707 252
387100 REMUNERATION	716 490	716 490
387200 FRAIS DE COMMERCIALISATION	2 200	2 200
387300 FRAIS DE COMMUNICATION	46 384	46 384
387500 FRAIS DIVERS	31 750	31 750
389100 C.R ESTIME DES LOTS VENDUS	(3 100 645)	(3 100 645)
389200 CESSIONS	(261 000)	(261 000)
389205 PARTICIPATIONS	(1 923 479)	(1 923 479)
389206 PRODUITS FINANCIERS	(25 868)	(25 868)
389207 AUTRES PRODUITS	(886 778)	(886 778)
389290 PRODUITS SUR EN COURS DE CONCESSION	3 100 645	3 100 645
AVANCES ET ACOMPTE /COMMANDES	423 615	305 493
AVANCES ET ACOMPTE FOURNISSEURS	423 615	305 493
40914 Fournisseurs Inv. Avances Chantiers	423 615	305 493

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
CLIENTS ET DIVERS	4 393 705	4 718 511
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	4 413 065	4 540 377
411100 Clients	289 655	217 655
411400 CLIENTS REM FORFAITAIRE	502 000	468 194
41450 Mandat Avances à Recevoir	3 553 658	3 786 777
416100 Clients douteux	67 751	67 751
CLIENTS-PRODUITS NON FACTURES	37 289	234 782
4181000 Clients factures a etablir	37 289	234 782
PROVISIONS DEPRECIATIONS CLIENTS	(56 648)	(56 648)
491000 DUprUciation des comptes clients	(56 648)	(56 648)
AUTRES CREANCES	135 396	976 158
FOURNISSEURS DEBITEURS	53 604	32 368
401109 FOURNISSEURS DEBITEURS	15 313	32 168
4012001 Fournisseurs - Honoraires		200
401209 Fournisseurs hono débiteurs		
401409 FOURNISSEURS REM DEBITEURS	38 291	
SECURITE SOC. ET ORG SOCX	3 547	1 064
438700 Produits a recevoir	3 547	1 064
ETAT ET COLLECTIVITES	72 918	191 518
442100 Etat - impots et taxes	3 167	1 225
444100 Etat - Impots sur les benefices	8 655	39 584
445660 Tva sur autres biens et services	52 671	141 826
445670 Credit de Tva a reporter	1 341	
445850 Tva non enc. recuperable sur b&scs	1 682	681
445860 Taxes sur le CA sur factures non parvenu	5 401	8 202
MANDATS	1 066	749 060
461000 MANDATS ACTIF	1 066	749 060
DEBITEURS DIVERS	4 261	2 148
4676800220 DUbiteur Divers opU 220		2 148
468700 Produits a recevoir	4 261	

DETAIL DES COMPTES D'ACTIF (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
TRESORERIE ET DIVERS	2 316 944	2 477 399
DISPONIBILITES	2 316 944	2 477 399
512000 Dexia - Labos dUpartementaux	5	98
512200 ArkUa	2 316 550	2 475 709
540000 Tickets restaurant	389	1 592
COMPTES DE REGULARISATION	8 051	13 099
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	8 051	13 099
486000 Charges constatUes d'avance	8 051	13 099
TOTAL DES COMPTES D'ACTIF	7 288 686	8 502 385

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF

	31/12/2016	31/12/2015
CAPITAUX PROPRES	173 136	361 192
CAPITAL	567 500	567 500
101300 Capital souscrit appele, verse	567 500	567 500
RESERVE LEGALE	56 750	56 750
106100 Reserve legale	56 750	56 750
REPORT A NOUVEAU	(263 058)	23 843
110000 Report a nouveau (solde creditur)		23 843
119000 Report a nouveau (solde debiteur)	(263 058)	
RESULTAT DE L'EXERCICE	(188 056)	(286 900)
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	21 148	67 471
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	21 148	67 471
151800 Autres provisions pour risques		34 443
153100 Provisions pour engagement retraites	21 148	33 027
EMPRUNTS & DETTES ETAB. DE CREDIT	2 741 107	1 091 064
BANQUES	2 741 107	1 091 064
512001 DEXIA - CPTES CDTEURS	20 034	30 787
512201 ARKEA CPTE CREDITEUR	2 721 074	1 060 277

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
EMPRUNTS & DETTES FINANCIERES DIV	750 000	
DETTES RATT. A DES PARTICIPATIONS	750 000	
180000 COMPTE DE LIAISON	(30 625)	(17 124)
180202 Compte de liaison opU 202	168	168
180203 Compte de liaison opU 203	2	2
180204 Compte de liaison opU 204	7 711	7 711
180205 Compte de liaison opU 205	74	74
180206 Compte de liaison opU 206	2 535	
180208 Compte de liaison opU 208	1 183	1 183
180211 Compte de liaison opU 211	19	19
180212 Compte de liaison opU 212		305
180214 Compte de liaison opU 214	35	35
180215 Compte de liaison opU 215	5	5
180216 Compte de liaison opU 216	22	22
180217 Compte de liaison opU 217	79	79
180218 Compte de liaison opU 218	9 316	
180219 Compte de liaison opU 219	5	5
180220 Compte de liaison opU 220	290	290
180223 Compte de liaison opU 223	58	58
180225 Compte de liaison opU 225	5 952	5 952
180234 Compte de liaison opU 234	1 790	
180236 Compte de liaison opU 236	220	277
180237 Compte de liaison opU 237	32	33
180240 Compte de liaison opU 240	127	
180242 Compte de liaison opU 242	514	514
180243 Compte de liaison opU 242	1	1
180244 Compte de liaison opU 244	34	34
180246 Compte de liaison opU 246	17	
180247 Compte de liaison opU 247	4	4
180254 Compte de liaison opU 254	1	
180260 Compte de liaison opU 260	75	
180261 Compte de liaison opU 261	282	291
180267 Compte de liaison opU 267	60	60
180281 Compte de liaison opUration 281	13	
455100 AssociUs - Compte courant	750 000	
DETTES	1 060	1 060
ACOMPTES RECUS/COMMANDES EN COURS	1 060	1 060
419100 AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDE	1 060	1 060

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
FOURNISSEURS	1 228 421	2 565 782
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	956 777	1 447 913
401100 FOURNISSEURS de BIENS &	470 836	1 020 220
401200 FOURNISSEURS HONO	29 800	36 387
401400 FOURNISSEURS REM	456 141	391 305
FOURNISSEURS FACT. NON PARVENUES	271 644	1 117 869
408100 FOURNISSEURS d'EXPLOITAT	33 041	52 186
40470 Fournisseurs Inv.Retenu de Garantie	111 337	323 699
404800 FOURNISSEURS INV. PENALITES PROVISOIRES	127 266	741 983
DETTES FISCALES ET SOCIALES	229 185	408 091
PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES	10 509	47 977
428200 Dettes provisionnees pour congés payés	7 219	41 842
428610 PERSONNEL FRAIS A PAYER	3 290	6 134
SECURITE SOC ET ORGANISMES SOCX	19 584	65 353
431100 Cotisations URSSAF	9 429	17 076
437000 Caisses de retraites	1 392	19 992
437040 Mutuelle	5 370	8 619
438200 Charges sociales sur congés à payer	3 393	19 666
ETAT ET COLLECTIVITES	199 091	294 761
445510 Tva à décaisser		20 987
445711 TVA CollectUe 20%	52 442	107 963
445790 TVA CollectUe non Exigible	135 806	120 531
445870 Taxes sur le CA sur factures à établir	6 215	39 130
447020 ETAT - Taxe d'apprentissage	2 524	3 354
447030 ETAT - Part. Formation	2 104	2 797
AUTRES DETTES	2 140 139	3 911 961
CLIENTS CREDITEURS	40 800	119 271
411109 Clients créditeurs		5 200
411409 CLIENTS REM CREDITEURS	38 291	
414501 MANDAT AVANCES A RECEVOIR	2 509	114 071
MANDATS	2 048 306	3 726 279
461009 MANDATS PASSIF	2 048 306	3 726 279
CHARGES A PAYER	51 033	66 411
468600 Charges à payer	51 033	66 411

DETAIL DES COMPTES DE PASSIF (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
COMPTES DE REGULARISATION	4 489	95 765
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 489	95 765
487000 Produits per#us d'avance	4 489	95 765
TOTAL DES COMPTES DE PASSIF	7 288 686	8 502 385

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES

	31/12/2016	31/12/2015
ACHATS		(4)
ACHATS MATIERES PREM & APPROVIS.		(4)
605560 FRAIS FINANCIERS		449
605580 AUTRES CHARGES PREVISIONNELLES		(452)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	703 754	913 837
MATIERES ET FOURN. NON STOCKEES	5 315	6 011
606110 Carburant	5 315	5 793
606310 Petit Uquipement		218
SOUS-TRAITANCE GENERALE	591 342	744 843
611100 Frais de tirages interne	6 051	23 315
611110 Prestation - Refac. GIE achats	7 184	10 891
611111 Prestation - Refac. GIE Sces extUrieurs	279 753	112 726
611112 Prestation - Refac. GIE charges externes	38 311	39 157
611113 Prestation - Refac. GIE Imp#ts et taxes	6 216	6 239
611114 Prestation - Refac. GIE Personnel	239 669	527 109
611115 Prestation - Refac. GIE autres	22	19
611118 Prestation - Refac. GIE amortissement	8 136	11 901
611200 Frais Tirages ExtUrieurs		55
611300 Sous traitance technique	6 000	13 430
LOCATIONS	8 949	34 287
613300 Locations de vUhicules	2 524	11 621
613500 Locations mobilières	6 425	22 666
ENTRETIEN ET REPARATIONS	8 488	1 989
615200 Sur biens immobiliers		504
615300 Sur vUhicules	3 560	(5 286)
615600 Maintenance	4 929	6 771
PRIMES D'ASSURANCES	23 371	26 706
616100 Multirisques	14 181	16 900
616150 Responsabilite des dirigeants PME	3 289	3 289
616300 Assurance transport	4 547	3 086
616350 Assurance globale informatique	1 354	3 431
DIVERS	1 517	18 466
618300 Documentation technique		771
618500 Frais de colloque seminaires conferences	30	25
618600 Abonnement , carte fidUlitU	1 487	1 540
618700 Cotisations		16 130
		.../...

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
.../...		
REMUNERATIONS INTERM, HONORAIRES	23 159	37 629
622610 Honoraires Gestion	21 225	28 752
622620 Honoraires Techniques		1 629
622630 Honoraires Juridiques	579	6 100
622700 Frais d'actes et de contentieux	1 355	1 148
DEPLACTS, MISSIONS ET RECEPTIONS	24 743	23 212
625100 Voyages et déplacements	10 598	10 636
625600 Missions	4 051	4 241
625700 Receptions	10 095	8 334
FRAIS POSTAUX, TELECOMMUNICATIONS	16 341	20 694
626100 Frais postaux	11 216	12 812
626200 Frais de tUIUcommunication	1 321	1 898
626400 Frais de portables	3 804	5 984
SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	529	
627800 Autres frais et commisions sur services	529	
IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES	15 223	16 769
IMPOTS & TAXES SUR REMUNERATIONS	4 628	6 150
631200 Taxe d'apprentissage	2 524	3 354
633300 Participation formation professionnelle	2 104	2 797
AUTRES IMPOTS ET TAXES	10 596	10 619
635110 Taxe professionnelle	9 713	8 435
635140 Taxe sur les vehicules de societe	883	2 184

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
CHARGES DE PERSONNEL	495 823	723 010
SALAIRES ET TRAITEMENTS	347 073	498 569
641100 Salaires appointements commissions ...	365 437	457 198
641210 Provision congUs payUs	(34 623)	(2 953)
641300 Primes et gratifications	12 063	34 646
641310 Provisions primes		(18 712)
641400 Indemnites et avantages divers		12 000
641700 Avantages en nature	4 352	19 075
641900 IndemnitUs O recevoir	(156)	
641910 Remboursement rUmunUration		(2 684)
CHARGES SOCIALES	154 004	233 820
645100 Cotisations a l'URSSAF	101 071	147 723
645200 Cotisations aux mutuelles	13 896	22 369
645300 Cotisations aux caisses de retraites	34 456	46 814
645400 Cotisations aux ASSEDIC	13 313	19 817
645800 Cotisations aux autres organismes soc...	(16 273)	(12 130)
645900 IndemnitUs O recevoir (ch. patronales)	(73)	
645910 Remboursement charges sociales		(1 454)
647100 Prestations diverses	6 477	9 044
647200 Versements aux comites d'entreprise		223
647500 Medecine du travail, pharmacie	929	1 155
647800 Autres frais liUs au personnel	208	259
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL	(5 254)	(9 379)
648100 Autres charges de personnel	125	157
648200 Frais formation personnel		(2 275)
648300 Frais stagiaires	3 276	3 164
649000 CrUdit Imp#t CompUtivitU Emploi	(8 655)	(10 425)
DOTATIONS D'EXPLOITATION		34 443
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		34 443
681500 Dot amts pour risques et charges d'expl		34 443
AUTRES CHARGES	1 224	452
CHARGES DIV DE GESTION COURANTE	1 224	
658000 charges de gestion courante	1 224	
TRANSFERTS DE PDTS - C.P.A.		452
799380 TRANSFERT DE PRODUITS		452

DETAIL DES COMPTES DE CHARGES (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
CHARGES FINANCIERES	1 745	1 711
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	1 745	1 711
661500 Interets des comptes courants et depots	1 576	1 069
661890 IntUrUts moratoires	169	642
CHARGES EXCEPTIONNELLES	33 373	192
CHARGES EXCEPT DE GESTION	33 373	192
671200 Penalites amendes fiscales et penales	763	
671800 Autres charges exceptionnelles sur ope..	32 610	192
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES	1 251 142	1 690 412

DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS

	31/12/2016	31/12/2015
CHIFFRES D'AFFAIRES NET	987 296	1 252 783
PRODUCTION VENDUE - C.P.A.		
705205 PARTICIPATIONS		1 923 479
705206 PRODUITS FINANCIERS		
705580 Variation CRLV		(1 923 479)
PRODUCTION SERVICES - FRANCE	987 296	1 252 783
706100 Prestation - Refac. GIE achats	5 315	5 793
706110 Prestation - Refac. GIE Sce extUrieurs	27 834	95 085
706120 Prestations - Refac. charges externes	17 848	19 860
706130 Prestation - Refac. GIE Imp#ts et Taxes	10 335	9 983
706140 Prestation - Refac. GIE personnel	300 766	326 940
706700 Environnement	216 244	176 222
706800 Conduites d'opUrations publiques		5 850
706500 Assistance O Ma#trise d'ouvrage	3 334	2 450
706400 RUmunUration Mandats CG13	95 693	215 423
706410 RUmunUration Mandats Autres	198 679	160 739
706420 RUmunUration mandats (hors opU)	111 250	234 438
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	74 383	134 726
PRODUCTION STOCKEE		(4)
713880 VARIATION DES CHARGES DE CAM EN COURS		(4)
REPRISES AMORT PROV TRANSF CHARGE	58 817	114 039
781500 Reprises sur prov risques et charges exp	34 443	77 000
781510 Rep. provision engagement retraite	11 879	3 331
781540 REPRISE PROVISION CHARGES PREVISIONNELLE		452
791000 Transfert de charges d'exploitation	7 431	19 075
791100 Remboursements Mederic	5 063	14 181
AUTRES PRODUITS	15 566	20 690
758000 Produits de gestion courante	15 566	20 690
PRODUITS FINANCIERS		80
AUTRES INTERETS & PROD ASSIMILES		80
763100 Revenus des creances commerciales		79
768100 Autres produits financiers		1

DETAIL DES COMPTES DE PRODUITS (suite)

	31/12/2016	31/12/2015
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 406	15 922
PRODUITS EXCEPT DE GESTION	1 406	15 922
771800 Autres produits exceptionnels sur ope ..	1 406	15 922
TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS	1 063 085	1 403 512

GESTION

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Comptes annuels au 31/12/2016	Page 41
---------------------------------	--	---------

BILAN CUMULE PAR ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2016**ACTIF**

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	Concessions	TOTAL NET	Doc. Final	Retraitements	Commentaires
Capital Souscrit Non Appele				-		-	
Frais d'établissement				-		-	
Frais de Recherche & développement				-		-	
Concessions, Brevets, Droits similaires				-		-	
Fonds commercial				-		-	
Autres immobilisations incorporelles				-	-	-	
Terrains				-		-	
Constructions				-	-	-	
Installations techniques, Outillage				-		-	
Autres immobilisations corporelles				-	-	-	
Immobilisations en cours				-	-	-	
Avances & Acomptes				-	-	-	
Participations par Mise en Equivalence				-	-	-	
Autres participations				-	-	-	
Créances Rattachées à des participations				-	-	-	
Autres Titres immobilisés				-	-	-	
Prêts	-			-	-	-	
Autres Immobilisations Financières	10 975			10 975	10 975	-	
ACTIF IMMOBILISE	10 975			10 975	10 975	-	
Stocks de Matières Premières				-		-	
Stocks d'en-cours de production de biens			-	-	-	-	
Stocks en-cours production de services				-	-	-	
Stocks de produits intermédiaires, finis				-		-	
Stocks de Marchandises				-		-	
Avances, acomptes versés s/commandes		423 615		423 615	423 615	-	
Créances clients & comptes rattachés	840 047	3 553 658	-	4 393 705	4 393 705		
Mandant		1 066		1 066	1 066		
Autres créances	80 816	53 514	-	134 330	134 330	-	
Capital souscrit, appelé non versé				-		-	
Valeurs mobilières de placement				-	-	-	
Disponibilités	402 804	1 914 140	-	2 316 944	2 316 944	-	
Charges constatées d'avance	8 051		-	8 051	8 051	-	
ACTIF CIRCULANT	1 331 718	5 945 993	-	7 277 711	7 277 711	-	
Charges à répartir s/plsrs exercices	-			-		-	
Primes remboursement des obligations	-			-		-	
Ecart de conversion actif	-			-		-	
TOTAL GENERAL	1 342 693	5 945 993	-	7 288 686	7 288 686	-	
Comptes de liaison		30 625	-	30 625		30 625	Neutralisation
TOTAL AVEC COMPTES DE LIAISON	1 342 693	5 976 618	-	7 319 311	7 288 686	30 625	

Montants en euros

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Comptes annuels au 31/12/2016	Page 42
---------------------------------	--	---------

BILAN CUMULE PAR ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2016

PASSIF

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	Concessions	TOTAL NET	Doc. Final	Retraitements	Commentaires
Capital social (dont versé 567 k€)	567 500			567 500	567 500	-	
Primes d'émission, de fusion, d'apport				-		-	
Ecart de réévaluation				-		-	
Réserve légale	56 750			56 750	56 750	-	
Réserves statutaires & contractuelles				-		-	
Réserves réglementées				-		-	
Autres réserves				-		-	
Report à nouveau	- 263 058			- 263 058	- 263 058	-	
RESULTAT DE L'EXERCICE	- 188 056			- 188 056	- 188 056	-	
Subventions d'investissement	-			-		-	
Provisions réglementées	-			-		-	
CAPITAUX PROPRES	173 136		-	173 136	173 136	-	
Produits des émissions de titres participatifs				-		-	
Apport du concédant				-		-	
AUTRES FONDS PROPRES			-	-	-	-	
Provisions pour risques				-		-	
Provisions pour charges	21 148		-	21 148	21 148	-	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHAR	21 148		-	21 148	21 148	-	
Emprunts obligataires convertibles				-		-	
Autres emprunts obligataires				-		-	
Emprunts & dettes auprès etb crédit		2 741 107		2 741 107	2 741 107	-	
Emprunt & dettes fi divers	750 000		-	750 000	750 000	-	
Avances & acomptes reçus	1 060			1 060	1 060	-	
Dettes fournisseurs & cptes rattachés	43 725	1 184 696	-	1 228 421	1 228 421	-	
Dettes fiscales & sociales	229 185		-	229 185	229 185	-	
Dettes sur immob & cptes rattachés	-			-	-	-	
Mandants		2 048 306		2 048 306	2 048 306	-	
Autres Dettes	89 324	2 509	-	91 833	91 833	-	
Produits constatés d'avance	4 489			4 489	4 489	-	
DETTES	1 117 783	5 976 618	-	7 094 401	7 094 401	-	
Ecart de conversion passif	-	-	-	-		-	
TOTAL GENERAL	1 312 067	5 976 618	-	7 288 686	7 288 686	-	
Comptes de liaison	30 625	-		30 625		30 625	Neutralisation
TOTAL AVEC COMPTES DE LIAISON	1 342 693	5 976 618	-	7 319 311	7 288 686	30 625	

Montants en euros

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Comptes annuels au 31/12/2016	Page 43
---------------------------------	--	---------

COMPTE DE RESULTAT CUMULE PAR ACTIVITES
AU 31 DECEMBRE 2016

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	Concessions	TOTAL NET	Doc. Final	Retraitements	Commentaires
Ventes de marchandises				-		-	
Productions vendues de biens			-	-	-		
Production vendues de services	987 296			987 296	987 296	-	
CHIFFRES D'AFFAIRES	987 296		-	987 296	987 296	-	
Production stockée	-		4	4	4	-	
Production immobilisée				-	-	-	
Subventions d'exploitation				-	-	-	
Reprises amortiss., provis., transf.charges	58 817		452	59 270	59 270	-	
Autres produits	15 566			15 566	15 566	-	
PRODUITS EXPLOITATION	1 061 680		449	1 062 129	1 062 129	-	
Achats de marchandises				-	-	-	
Variation de stocks de marchandises				-	-	-	
Achats matières premières, approvision.			4	4	4	-	
Variation des stocks [mat.premières]				-	-	-	
Autres achats & charges externes	703 754			703 754	703 754	-	
Impôts, taxes & versements assimilés	15 223			15 223	15 223	-	
Salaires & traitements	347 073			347 073	347 073	-	
Charges sociales	148 750			148 750	148 750	-	
Dotations amortissement s/immobilisations	-			-	-	-	
Dotations aux provisions s/immobilisations				-	-	-	
Dotations aux provisions s/actif circulant	-			-	-	-	
Dotations provisions risques & charges			-	-	-	-	
Autres charges	1 224		452	1 676	1 676	-	
CHARGES EXPLOITATION	1 216 023		448	1 216 472	1 216 472	-	
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 154 344		0	- 154 343	- 154 343	-	
BENEF.OPE FAITES EN COMMUN				-			
PERTE OPE FAITES EN COMMUN				-			
Produits financiers de participation				-		-	
Produits autres valeurs mobilières				-		-	
Autres intérêts & produits assimilés				-	-	-	
Reprises s/provisions, transferts charges				-	-	-	
Différences positives de change				-		-	
Produits nets cessions valeurs mob.placements	-			-	-	-	
PRODUITS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-	

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Comptes annuels au 31/12/2016	Page 44
---------------------------------	--	---------

COMPTE DE RESULTAT CUMULE PAR ACTIVITES
AU 31 DECEMBRE 2016

SUITE

	FONCTION- NEMENT	MANDATS	Concessions	TOTAL NET	Doc. Final	Retraitements	Commentaires
Dotations financières amortiss.,provisions				-		-	
Intérêts & charges assimilées	1 745			1 745	1 745	-	
Différences négatives de change				-	-	-	
Charges nette cessions valeurs mob.placement	-			-	-	-	
CHARGES FINANCIERES	1 745		-	1 745	1 745	-	
RESULTAT FINANCIER	- 1 745	-	-	- 1 745	- 1 745	-	
RESULTAT COURANT AVANT IS	- 156 089	-	0	- 156 088	- 156 088	-	
Produits exceptionnels s/ope.gestion	-			-	-	-	
Produits exceptionnels S/opé. en capital	1 406			1 406	1 406	-	
Reprises provisions & transferts de charges	-			-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 406			1 406	1 406	-	
Charges exceptionnelles s/opé.gestion	33 373			33 373	33 373	-	
Charges exceptionnelles s/opé en capital				-	-	-	
Dotations exceptionnelles amortiss.,provisions				-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	33 373			33 373	33 373	-	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 31 968		-	- 31 968	- 31 968	-	
Participation et intéressement ds salariés				-		-	
Impôts sur les bénéfices	-			-	-	-	
Crédit d'impôt famille	-			-	-	-	
TOTAL PRODUITS	1 063 085		449	1 063 534	1 063 534	-	
TOTAL CHARGES	1 251 142		448	1 251 590	1 251 590	-	
RESULTAT NET	- 188 056	-	0	- 188 056	- 188 056	-	

Montants en euros

SEM TREIZE DEVELOPPEMENT
Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2016

LRC/NI
n° 12942

SEM TREIZE DEVELOPPEMENT
Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 16 octobre 2014, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SEM TREIZE DEVELOPPEMENT, établis en Euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les modalités de comptabilisation des opérations réalisées, dans le cadre de conventions de mandats d'équipements, sont relatées dans le paragraphe 1.4.1 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

FAIT A MARSEILLE, LE 14 DECEMBRE 2017

**Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA**

Le Président Directeur Général



**Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes**

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 1
---------------------------------	---	--------

BILAN ACTIF

<i>Rubriques</i>	<i>Montant Brut</i>	<i>Amort. Prov.</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>31/12/2015</i>
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	10 975		10 975	11 725
ACTIF IMMOBILISE	10 975		10 975	11 725
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	423 615		423 615	305 493
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 450 354	56 648	4 393 705	4 718 511
Autres créances	135 396		135 396	976 158
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	2 316 944		2 316 944	2 477 399
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	8 051		8 051	13 099
ACTIF CIRCULANT	7 334 359	56 648	7 277 711	8 490 661
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	7 345 334	56 648	7 288 686	8 502 385

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 2
---------------------------------	---	--------

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>31/12/2015</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 567 500)	567 500	567 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	56 750	56 750
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	(263 058)	23 843
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(188 056)	(286 900)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	173 136	361 192
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		34 443
Provisions pour charges	21 148	33 027
PROVISIONS	21 148	67 471
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 741 107	1 091 064
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	750 000	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 060	1 060
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 228 421	2 565 782
Dettes fiscales et sociales	229 185	408 091
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 140 139	3 911 961
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 489	95 765
DETTES	7 094 401	8 073 722
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	7 288 686	8 502 385

Résultat de l'exercice en centimes -188 056,30

Total du bilan en centimes 7 288 685,56

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	987 296		987 296	1 252 783
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	987 296		987 296	1 252 783
Production stockée				(4)
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			58 817	114 039
Autres produits			15 566	20 690
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 061 680	1 387 509
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				(4)
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			703 754	913 837
Impôts, taxes et versements assimilés			15 223	16 769
Salaires et traitements			347 073	498 569
Charges sociales			148 750	224 441
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				34 443
Autres charges			1 224	452
CHARGES D'EXPLOITATION			1 216 023	1 688 509
RESULTAT D'EXPLOITATION			(154 344)	(300 999)
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				80
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				80
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			1 745	1 711
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 745	1 711
RESULTAT FINANCIER			(1 745)	(1 631)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			(156 089)	(302 630)

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 4
---------------------------------	---	--------

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2016</i>	<i>31/12/2015</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 406	15 922
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 406	15 922
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	33 373	192
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	33 373	192
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(31 968)	15 730
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	1 063 085	1 403 512
TOTAL DES CHARGES	1 251 142	1 690 412
BENEFICE OU PERTE	(188 056)	(286 900)

TREIZE DEVELOPPEMENT

ANNEXE AU BILAN DU 31/12/16

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2016, dont le total est de 7 288 686 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat déficitaire de - 188 056 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2016.

Les tableaux joints à la présente annexe font partie intégrante des comptes annuels.

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. PRINCIPES GENERAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendances des exercices.

La Loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83-1020 du 29 novembre 1983, s'appliquent de droit aux Sociétés d'Economie Mixte régies par la Loi du 7 juillet 1983.

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan comptable général homologué par l'arrêté du 26 décembre 2016 publié au Journal officiel de la République française du 28 décembre 2016. Ce règlement annule et remplace le règlement CRC n°99-03, communément dénommé PCG 1999, et tous les autres règlements homologués depuis 1999 et l'ayant modifié.

Ils sont également établis conformément à l'avis du comité national de comptabilité du 18 mars 1999 pour les opérations de concessions d'aménagement, ainsi que les avis antérieurs du 12 juillet 1984 et 8 décembre 1993 pour les autres opérations. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FEPL (guide comptable professionnels des EPL et opérations d'aménagement) a également été respecté.

1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société Treize Développement a été constituée en avril 2002.

Au 31 décembre 2016, Treize Développement a un portefeuille de 31 opérations de Mandats, dont 22 opérations en « attente de quitus » :

- 4 avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône,
- 18 avec le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône,
- 1 avec la ville de Saint Remy de Provence,
- 4 avec l'Université de la Méditerranée,
- 1 avec le CROUS d'Aix-Marseille,
- 1 avec la ville de Vitrolles,
- 1 avec l'Association Entraide,
- 1 avec l'Université de Nice.

Outre ces opérations d'aménagement, la société Treize Développement a poursuivi l'exécution d'études dans le domaine environnemental.

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 8
---------------------------------------	---	--------

La société Treize Développement a créé en date du 1er décembre 2010 un groupement d'intérêt économique avec la société publique locale Terra Treize, groupement d'intérêt économique dont l'objet est de mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter, à développer, améliorer l'activité de ses membres.

Au cours de l'exercice 2016, le coût des moyens mis à disposition du GIE 13 CECA est évalué à la somme de 362 097 euros HT.

La totalité de ce coût est facturé au GIE 13 CECA qui refacture à ses membre cette somme, ainsi que ses propres charges suivants les clés de répartition suivantes :

- L'effectif de chacune des entités, effectif augmenté de la quote-part des salariés du GIE 13 CECA pour tout ce qui concerne les charges autres que la masse salariale ;
- Le chiffre d'affaires de chacune des sociétés pour ce qui concerne les prestations intellectuelles réalisées par les agents du GIE 13 CECA.

La quote-part des charges facturée à Treize Développement par le GIE 13 CECA au titre de l'exercice 2016 s'élève à la somme de 579 291 euros HT.

Les principales caractéristiques des comptes annuels 2016, peuvent être schématisées de la manière suivante :

Chiffre d'Affaires HT :	987 K€
Résultat d'exploitation :	- 154 K€
Résultat Financier :	- 2 K€
Résultat exceptionnel :	- 32 K€
Impôt Société :	0 K€
Résultat Net :	- 188 K€

1.3. PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du code de commerce et respectent les prescriptions du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.4. INFORMATIONS SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

1.4.1. Mandats d'équipement

La société Treize Développement réalise au nom et pour le compte des Collectivités, des mandats de réalisation d'équipement.

A ce titre, l'ensemble des droits et obligations pris par le mandataire pour ordre et pour compte du mandant, sont inscrits à l'actif et au passif de notre bilan.

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 9
---------------------------------	---	--------

Ces droits et obligations correspondent à la somme des avances comptabilisées augmentée des produits financiers cumulés à la fin de l'exercice 2016. De ce solde sont déduites les dépenses constatées à fin 2016.

Les soldes des opérations de mandat dont les dépenses constatées ont été supérieures aux avances et produits financiers constatés, sont imputés à l'actif sous la rubrique « Autres créances » pour un montant de 1 066 euros.

Inversement, les soldes des opérations de mandat dont les avances et produits financiers constatés sont supérieurs aux dépenses constatées, sont imputés au passif sous la rubrique « autres dettes » pour un montant de 2 048 306 euros.

1.4.2. Autres postes

A. Avances et acomptes versés sur commandes

Ce poste correspond aux avances forfaitaires versées aux entreprises de travaux et aux maîtres d'œuvres dans le cadre des opérations de mandat. Au 31 décembre 2016, le montant de ces avances s'élève à 423 615 euros.

B. Créances clients et comptes attachés

Le montant brut de ce poste au 31 décembre 2016 s'élève à 4 450 354 euros. Il se répartit entre le fonctionnement et les opérations de mandat de la façon suivante:

- 896 695 euros au titre du fonctionnement dont :
 - 502 000 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée en 2016 sur les opérations de mandats.
 - 204 728 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2016 sur les marchés relatifs à l'environnement.
 - 70 104 euros, correspondant à la partie non réglée sur l'exercice de la rémunération de Treize Développement facturée à fin 2016 sur les marchés relatifs aux conduites d'opérations.
 - 119 863 euros correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des prestations liés au GIE 13 CECA créé avec la société Terra Treize.

- 3 553 658 euros au titre des opérations de mandat correspondant à la partie non réglée sur l'exercice des avances demandées en 2016.
Pour mémoire ce montant était de 3 786 777 euros en 2015 pour les opérations de mandats.

Principe de dépréciation :

Certaines créances font également l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrement. Ce risque est apprécié au cas par cas selon l'ancienneté de la créance et la probabilité de non recouvrement.

La provision constituée antérieurement à hauteur de 56 648 € a été conservée.

Le montant des avances demandées aux collectivités fluctue d'un exercice comptable à l'autre, compte tenu des besoins de trésorerie issus des derniers règlements de l'exercice et des prévisions de paiement devant intervenir début d'année suivante.

C. Autres créances

Ce poste d'un montant de 135 396 euros, représente non seulement le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour 1 066 euros, mais aussi les différentes créances de fonctionnement propres à Treize Développement et ce pour 80 816 euros :

- créances de nature fiscale pour 72 918 euros,
- fournisseurs débiteurs pour 90 euros,
- et autres créances pour 7 808 euros.

Ainsi que les autres créances relatives aux opérations de mandat pour un montant de 53 514 euros.

D. Dettes financières diverses

Pour faciliter la gestion de la trésorerie de la société, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a consenti à la société un apport en compte courant d'associés d'un montant de 750 000 euros. Cet apport ne produira pas d'intérêts au profit du Département et sera remboursé d'ici deux ans.

E. Dettes fournisseurs

Ce poste s'élève à 1 228 421 euros et correspond aux dettes fournisseurs restants dues au 31 décembre 2016, respectivement sur :

- le fonctionnement pour 43 725 euros,
- les opérations de mandats pour 1 184 696 euros.

Le poste des fournisseurs sur opérations de mandats, correspond aux factures relatives à des prestations de 2016 comptabilisées sur l'exercice et qui ont données lieu à paiement au cours des premières séances de règlements de 2017.

La variation de l'en cours fournisseurs, au titre des opérations de mandat, d'un exercice comptable à l'autre, résulte de l'avancement des opérations. Une opération se trouvant en phase travaux, génère des dépenses mensuelles élevées ; à l'inverse, une opération se trouvant en phase étude, ou en phase de clôture, génère quant à elle moins de dépenses, ce qui explique les écarts entre les différents exercices.

F. Dettes fiscales et sociales

Ce poste d'un montant de 229 185 euros, représente les dettes fiscales et sociales propres au fonctionnement de Treize Développement.

G. Autres dettes

Ce poste d'un montant de 2 140 139 euros est ventilé comme suit :

- le solde de certaines opérations de mandat tel que défini ci-dessus pour un montant de 2 048 306 euros, et autres dettes sur mandats pour un montant de 2 509 euros.
- les différentes dettes de fonctionnement propres à Treize Développement pour 89 324 euros.

1.4.3. Trésorerie

Sous la rubrique « disponibilités » positionnée à l'actif du bilan, sont retranscrites les trésoreries positives des différentes opérations de mandat pour un montant de 1 914 140 euros et au titre du fonctionnement pour un montant de 402 804 euros.

Sous la rubrique « emprunts et dettes auprès des établissements de crédit » positionnée au passif du bilan, sont retranscrites les trésoreries négatives des opérations de mandat qui s'élèvent à 2 741 107 euros.

La variation des trésoreries des opérations de mandat d'un exercice à l'autre, dépend en grande partie de la phase où se trouvent les différentes opérations de mandat. Une opération se trouvant en phase chantier, entraîne comme indiqué ci-dessus des besoins en trésorerie élevés.

1.4.4. Provisions pour risques et charges

La provision pour risque présente à l'arrêté des comptes de l'exercice 2015 pour faire face à un risque dans le cadre d'une clôture d'opération pour un montant de 34 443 euros a été reprise sur 2016.

1.4.5. Provisions pour engagements retraite

Depuis l'exercice 2005, la société Treize Développement, procède à l'analyse des engagements retraite (selon la méthode prospective) et comptabilise une provision pour engagement retraite.

La base de calcul de cette provision, est conforme au code du travail qui prévoit le montant de l'indemnité lors du départ à la retraite d'un salarié :

- un demi mois de salaire après 10 ans d'ancienneté ;
- un mois de salaire après 15 ans d'ancienneté ;
- un mois et demi de salaire après 20 ans d'ancienneté ;
- deux mois de salaire après 30 ans d'ancienneté.

Cette provision a été déterminée, en tenant compte :

- de l'ancienneté future des salariés, et ce à l'âge de leur départ en retraite (départ estimé à 65 ans pour l'ensemble du personnel) ;
- de la probabilité de départ de la société (probabilité plus importante pour les salariés les plus jeunes) ;
- de l'espérance de vie des salariés ;
- d'un facteur d'actualisation des salaires et du coût de la vie.

Elle est complétée des incidences de la loi sur le financement de la sécurité sociale prévoyant une contribution de 50% à la charge de l'employeur.

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 12
---------------------------------	---	---------

Au titre de l'exercice 2016, une reprise de provision a été comptabilisée pour un montant de 11 879 euros, portant ainsi le montant global des provisions pour départ à la retraite à 21 148 euros. Cette provision est retraitée fiscalement.

Un calcul complémentaire au calcul effectué par l'entreprise a été réalisé en tenant compte de l'actualisation des différentes tables, elle conduit à la détermination d'un passif social de 38 689 €. L'écart entre cette somme et le montant provisionné dans les comptes est constitutif d'un engagement hors bilan.

1.4.6. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2016 s'élève à 13 180 euros.

1.4.7 Rémunération des dirigeants

Sont à communiquer les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance (R 123-196.1) pour autant que ces informations soient globales. Dans le cas de la société, ces informations seraient de nature à communiquer des informations personnelles. Aussi, ces sommes ne figurent-elles pas dans la présente annexe.

1.4.8 CICE

Un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été comptabilisé dans les comptes 2016 pour un montant de 2 550 euros.

Le montant du CICE est calculé sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés au cours de l'année 2016 qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC multiplié par un taux de 6 % pour l'année 2016. Ce crédit d'impôt a été enregistré en diminution des comptes de personnel conformément aux recommandations de l'Autorité Nationale de la Comptabilité

Treize Développement, membre du GIE CECA, soumis à l'impôt sur les sociétés, a comptabilisé proportionnellement à ses droits dans le GIE, une quote-part du CICE du GIE (50%).

En 2016, cette quote-part du CICE s'élève à 6 105 euros.

1.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

2. INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

Cf. Tableaux Annexés ci-après :

- Immobilisations
- Amortissements
- Provisions et dépréciations
- Créances et dettes
- Détail des produits à recevoir
- Détail des charges à payer
- Détail des charges et produits constatés d'avance
- Variation des capitaux propres
- Affectation du résultat soumise à l'approbation de la prochaine AG
- Résultats des cinq derniers exercices
- Ventilation du Chiffre d'affaires
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

SYREC - COMMISSAIRE AUX COMPTES

**INFORMATIONS
BILAN ET RESULTAT**

SYREC - COMMISSAIRE AUX COMPTES

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 15
---------------------------------	---	---------

IMMOBILISATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Réévaluation</i>	<i>Acquisit., apports</i>
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
<i>Dont composants</i>			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agencements, aménagements			
Install. techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Inmobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	11 725		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 725		
TOTAL GENERAL	11 725		

<i>Rubriques</i>	<i>Virement</i>	<i>Cession</i>	<i>Fin d'exercice</i>	<i>Valeur d'origine</i>
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn., matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		750	10 975	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		750	10 975	
TOTAL GENERAL		750	10 975	

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 16
---------------------------------	---	---------

AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>fin d'exercice</i>
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains Constructions sur sol propre Constructions sur sol d'autrui Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts Installations techniques, matériel et outillage industriels Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
<i>Rubriques</i>	<i>Dotations</i>			<i>Reprises</i>			<i>Mouvements amortissements fin exercice</i>
	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	<i>Différentiel de durée et autres</i>	<i>Mode dégressif</i>	<i>Amort.fisc. exception.</i>	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains Construct. - sol propre - sol autrui - installations Install. Tech. Install. Gén. Mat. Transp. Mat bureau Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

<i>Charges réparties sur plusieurs exercices</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Dotations</i>	<i>Fin d'exercice</i>
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	33 027 34 443		11 879 34 443	21 148
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	67 471		46 323	21 148
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	56 648			56 648
DEPRECIATIONS	56 648			56 648
TOTAL GENERAL	124 119		46 323	77 796
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles			46 323	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 975	10 975	
Clients douteux ou litigieux	67 751	67 751	
Autres créances clients	4 382 602	4 382 602	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	3 547	3 547	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	8 655	8 655	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	61 096	61 096	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	3 167	3 167	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	58 931	58 931	
Charges constatées d'avance	8 051	8 051	
TOTAL GENERAL	4 604 775	4 604 775	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 741 107	2 741 107		
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	750 000	750 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 228 421	1 228 421		
Personnel et comptes rattachés	10 509	10 509		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 584	19 584		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	194 463	194 463		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	4 628	4 628		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 140 139	2 140 139		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 489	4 489		
TOTAL GENERAL	7 093 342	7 093 342		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	750 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2016

PRODUITS A RECEVOIR	45 097
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	37 289
4181000 Clients factures a etablir	37 289
AUTRES CREANCES	7 808
438700 Produits a recevoir	3 547
468700 Produits a recevoir	4 261
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	45 097

SYREC - COMMISSAIRE AUX COMPTES

SEMAPHORES
EXPERTISETREIZE DEVELOPPEMENT
Etats Financiers au 31/12/2016

Page 20

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2016

CHARGES A PAYER	97 976
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	33 041
408100 FOURNISSEURS d'EXPLOITAT	33 041
DETTES FISCALES ET SOCIALES	13 902
428200 Dettes provisionnees pour conges payes	7 219
428610 PERSONNEL FRAIS A PAYER	3 290
438200 Charges sociales sur conges a payer	3 393
AUTRES DETTES	51 033
468600 Charges a payer	51 033
TOTAL DES CHARGES A PAYER	97 976

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2016

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	8 051
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	8 051
486000 Charges constatées d'avance	8 051
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	(4 489)
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	(4 489)
487000 Produits perçus d'avance	(4 489)
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	3 562

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 22
---------------------------------	---	---------

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>Situation à l'ouverture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		361 192
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		361 192
<i>Variations en cours d'exercice</i>		
	<i>En moins</i>	<i>En plus</i>
	SOLDE	
<i>Situation à la clôture de l'exercice</i>		<i>Solde</i>
Capitaux propres avant répartition		361 192

AFFECTATION DES RESULTATS SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

<i>1 - Origine</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau antérieur	-263 057,55
Résultat de l'exercice	-188 056,30
TOTAL	-451 113,85

<i>2 - Affectations</i>	<i>Montant</i>
Report à nouveau	-188 056,30
TOTAL	-188 056,30

SEMAPHORES EXPERTISE	TREIZE DEVELOPPEMENT Etats Financiers au 31/12/2016	Page 23
---------------------------------	---	---------

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN KE

<i>Rubriques</i>	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/12/2016</i>	<i>Total 31/12/2015</i>	<i>% 16 / 15</i>
Rémunération des mandats	406		406	611	-33,57 %
Diagnostic et environnement					
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage	3		3	2	35,92 %
Conduite d'opérations				6	-100,00 %
Produits financiers concession					
Prestations refacturées au GIE	362		362	458	-20,88 %
Autres cessions concession					
Concession participation					
Environnement	216		216	176	22,71 %
TOTAL	987		987	1 253	-21,19 %

**ENGAGEMENTS FINANCIERS,
AUTRES INFORMATIONS**

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté</i> <i>Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2016</i> <i>12</i>	<i>31/12/2015</i> <i>12</i>	<i>31/12/2014</i> <i>12</i>	<i>31/12/2013</i> <i>12</i>	<i>31/12/2012</i> <i>12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	567 500	567 500	567 500	567 500	567 500
Nombre d'actions - ordinaires	1 135	1 135	1 135	1 135	1 135
Nombre maximum d'actions à créer					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	987 296	1 252 783	1 967 451	6 603 478	5 108 841
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(234 379)	(333 240)	(495 969)	(320 068)	124 593
Dot. Amortissements et provisions	(46 323)	(46 340)	(145 577)	47 065	89 394
Résultat net	(188 056)	(286 900)	(350 392)	(367 133)	35 200
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	(207)	(294)	(437)	(282)	110
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	(166)	(253)	(309)	(323)	31
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	6	9	17	31	39
Masse salariale	347 073	498 569	872 797	1 471 575	1 799 406
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	148 750	224 441	405 840	749 781	931 919

SEM TREIZE DEVELOPPEMENT

*Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE*

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées
Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2016**

LRC/NI
n° 12942

SEM TREIZE DEVELOPPEMENT
Hôtel du Département
52 Avenue de Saint Just
13004 MARSEILLE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article Article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Nous avons relevé la présence de conventions de mandat signées avec le Conseil Départemental des Bouches du Rhône.

Ces conventions sont expressément prévues à l'article 2 des statuts « objet » et sont réalisées à des conditions normales.

Le rapport de gestion de votre conseil d'administration mentionne dans la rubrique « Résultat de l'exercice 2016 » la liste de ces conventions de mandats, ainsi que pour chacune le montant de rémunérations inclus dans le chiffre d'affaires de votre société.

FAIT A MARSEILLE, LE 14 DECEMBRE 2017

**Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA**

Le Président Directeur Général



**Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes**

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 33
EN DATE DU 5 OCTOBRE 2016**

L'an deux mille seize, le mercredi 5 octobre, à 17 heures et 5 minutes,

Les Administrateurs de la Société TREIZE DEVELOPPEMENT, Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 567.500 Euros, dont le siège social est à l'Hôtel du Département, 52 avenue de Saint Just, 13256 Marseille cedex 20, et son principal établissement sis 467 Chemin du Littoral - BP 87 - Bât 110 à 130 - 13321 Marseille Cedex 16, immatriculée au RCS de Marseille, sous le numéro 441 719 705, se sont réunis en Conseil d'Administration dans les bureaux de l'établissement principal, sur convocation en date du 27 septembre 2016, adressée par RAR ou remise en mains propres le 30 septembre 2016, à effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration n°32 du 10 juin 2016
2. Approbation du versement d'un apport en compte courant par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
3. Questions diverses

Sont présents et ont élargé le registre de présence :

➤ Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône représenté par :

- ✚ Monsieur Thierry SANTELLI,
- ✚ Madame Sylvie CARREGA,
- ✚ Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT,
- ✚ Monsieur Jean-Marc PERRIN.

Est absente et a donné pouvoir :

➤ Madame Laure-Agnès CARADEC, représentant le Conseil Départemental 13,

Sont absents et excusés :

- Monsieur Yves MORAINÉ, représentant le Conseil Départemental 13,
- Madame Dominique VELAY, représentant la Caisse d'Epargne,
- Monsieur le représentant légal de la CCI Marseille Provence.

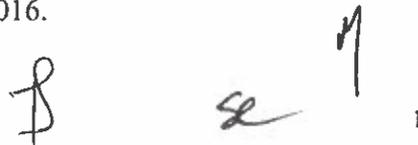
Assistaient en outre à la réunion :

- Messieurs Luc CHAMOULEAU et Didier AMILHAT du Cabinet SYREC, Commissaire aux Comptes,
- Monsieur Philippe de MARQUEISSAC, Directeur Général de Treize Développement.

Les Administrateurs et le Commissaire aux Comptes signent la feuille de présence.

Monsieur le Président constate que le Conseil réunit la présence effective de la moitié au moins de ses membres et que par conséquent, le quorum étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement se tenir et délibérer.

Il constate également la présence de Messieurs Luc CHAMOULEAU et Didier AMILHAT du Cabinet SYREC, Commissaire aux Comptes, qui a été préalablement convoqué par lettre remise en mains propres contre récépissé le 30 septembre 2016.



Certifié transmis à la Préfecture le 24 oct 2016

Certifié transmis à la Préfecture le 19 déc 2018

Monsieur le Président ouvre la séance, assisté de Monsieur Philippe de MARQUEISSAC, Directeur Général, désigné comme secrétaire de séance.

Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour sus énoncé.

1 – Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration n°32 du 10 juin 2016

Monsieur le Président rappelle que le dernier Conseil d'Administration (n° 32) s'est tenu le 10 juin 2016 et qu'il convient d'en approuver le procès-verbal.

Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité, le Procès-verbal du Conseil d'Administration n° 32 en date du 10 juin 2016.

2 - Approbation du versement d'un apport en compte courant par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Monsieur le Président rappelle que depuis sa création en 2002, Treize Développement a dû s'adapter à deux évolutions juridiques majeures : en 2003, l'annulation (par un arrêt du Conseil d'Etat du 5 mars 2003) de l'article 3.7 du Code des Marchés Publics (article qui excluait toutes les conventions de mandat du champ d'application du CMP) qui a eu pour conséquence d'interdire à la collectivité de confier un mandat à la société sans mise en concurrence préalable ; et en 2005, l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés Européennes du 11 janvier 2005 qui remet en cause le statut « in-house » de la société adopté en Assemblée Générale Extraordinaire n°2 du 13 mai 2003, statut qui lui permettait de s'appuyer sur l'article 3.1 du CMP pour fonder de gré à gré la passation de conventions de mandat avec le Département des Bouches-du-Rhône.

Il rappelle que ces événements ont conduit la Société à se positionner sur le marché de la concurrence tant dans le domaine de la « construction publique » que celui de « l'environnement ».

Il indique qu'en 14 ans d'activité, Treize Développement s'est vu confier 81 opérations de construction sous mandat représentant plus de 800 M€ TTC d'investissement (39 opérations confiées par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, 21 par le SDIS 13 et 21 par d'autres clients comme les universités, communes, syndicats), 8 conduites d'opérations, une opération d'aménagement, 42 missions « environnement » pour différents clients (ADEME, Départements,...).

Monsieur le Président précise que la Société connaît depuis 2011, période qui correspond au développement des sociétés publiques locales ainsi qu'à la création de la SPL Terra 13 et du groupement d'intérêt économique GIE 13 CECA dont l'objet est de mutualiser les moyens entre la SPL et la SEM, une baisse d'activité constante.

Il indique que son effectif est aujourd'hui de 6 personnes (4 agents construction publique et 2 chargés d'études environnement). Son carnet de commandes actuel se compose de 17 contrats « construction publique » et 7 missions « environnement » (ces 7 missions s'achèvent d'ici fin 2016). Les dernières livraisons (opérations sous mandat) concernant le SDIS 13 devraient intervenir au 2nd trimestre 2017 et le Département revoit actuellement ses conventions en cours.

  2

Il informe le Conseil des prévisions décroissantes d'activité sur les mois à venir et passe la parole à Monsieur le Directeur Général qui présente en détail le budget probable 2016 et budget prévisionnel 2017 ainsi que les conditions de réalisation de ces prévisions.

Le Conseil d'Administration prend acte des prévisions budgétaires des exercices 2016 et 2017 et de leurs conditions de réalisation.

Monsieur le Président tient à souligner une nouvelle fois que ces projections ont été établies dans le cadre des évolutions imposées par la réforme territoriale. Elles sont construites sur la base d'un projet de rapprochement avec la SOLEAM à l'échéance du 31 décembre 2017 et intègrent la reprise de la totalité des effectifs présents à cette date (SEM : 2 agents ; GIE 13 CECA : 10 agents ; SPL TERRA 13 : 7 agents).

Monsieur le Président indique que pour faciliter cette transition et assurer les besoins de trésorerie de la société, un apport en compte courant d'un montant de 750 K€ est nécessaire (projet de convention joint au dossier). Cet apport sera reversé dans son intégralité au Département en 2018 et permettra d'assurer les conditions financières optimales de parfait achèvement des contrats.

Monsieur le Président offre ensuite la parole aux administrateurs.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité, les conditions et la signature par le Président du Conseil d'Administration, de la convention d'apport en compte d'un montant de 750 000 euros à intervenir avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône telle que décrite dans la convention jointe au dossier du Conseil d'Administration.

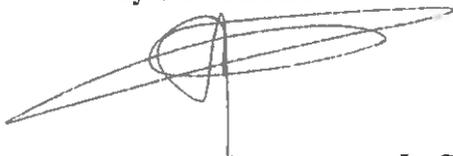
Monsieur le Président remercie le Conseil d'Administration.

Aucune autre question n'est soulevée par le Conseil d'Administration.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 17 heures 45 minutes.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent Procès-Verbal qui a été signé par le Président de Séance, un Administrateur et le Secrétaire de Séance pour servir et valoir ce que de droit.

Le Président,
Thierry SANTELLI



Un Administrateur,
Sylvie CARREGA



Le Secrétaire de Séance,
Philippe de MARQUEISSAC



CONVENTION D'APPORT EN COMPTE COURANT D'ASSOCIÉS

Entre les soussignés :

Le Département des Bouches-du-Rhône ayant son siège à Marseille (52 Avenue de St Just – 13256 Cedex 20), représenté par Madame Martine VASSAL, présidente du Conseil Départemental, ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 21 octobre 2016 ;

Ci-après dénommé : le Département, d'une part

La société anonyme d'économie mixte (SAEM) Treize Développement au capital de 567.500 €, dont le siège social est à Marseille (52 Avenue de St Just – 13256 Cedex 20), immatriculée au RCS de Marseille sous le numéro 441 719 705, représentée par Monsieur Thierry SANTELLI, président du Conseil d'administration de la société, ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'administration en date du 7 mai 2015 ;

Ci-après dénommée : la SAEM, d'autre part

PRÉAMBULE

Au cours de la réunion du 5 octobre 2016, le Conseil d'administration a exposé la situation de la SAEM.

- Exposé des motifs :

Les dernières livraisons concernant le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) devraient intervenir au 2^{ème} trimestre 2017 et le Département revoit actuellement ses conventions en cours.

Dans le cadre de cette réduction d'activité, pour faciliter la gestion de trésorerie de l'entreprise, un versement exceptionnel de 750 K€ sous forme d'apport en compte courant d'associés apparaît nécessaire.

- Justification du montant – durée – remboursement – transformation en capital :

La SAEM demande au Département de lui accorder une avance en compte courant d'associés d'un montant de 750.000 € pour une durée maximale de deux ans renouvelable une fois.

Cette avance n'est pas destinée à augmenter le capital.

Ce montant de 750.000 € correspond à l'estimation de la SAEM de son insuffisance de trésorerie compte tenu de la situation de son activité.

- Respect des règles prudentielles en matière d'apports en comptes courants d'associés :

Les capitaux propres de la SAEM au 31 décembre 2015 ne sont pas inférieurs à la moitié du capital social. Ils représentaient 361.192 € pour un capital social de 567.500 €, soit 63,65%.

Il s'agit de la première avance en compte courant d'associés que la SAEM sollicite auprès de son actionnaire majoritaire.

Certifié transmis à la Préfecture le 24 oct 2016

Certifié transmis à la Préfecture le 19 déc 2018

Au vu de ce qui précède, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – NATURE DE LA CONVENTION

Il est décidé, entre les parties, de conclure une convention d'apport en compte courant d'associés régie par les dispositions de l'article L. 1522-5 du code général des collectivités locales.

Article 2 – OBJET DE L'APPORT EN COMPTE COURANT

L'apport en compte courant, dont les modalités sont formalisées ci-après, a pour objet de, dans le cadre d'une réduction d'activité, faciliter la gestion de trésorerie de l'entreprise. Cet apport doit garantir le parfait achèvement des opérations en cours.

Article 3 – MONTANT DE L'APPORT EN COMPTE COURANT

La somme de 750.000 € sera apportée à la SAEM, sous forme d'apport en compte courant d'associés, par le Département.

Article 4 – DURÉE DE L'APPORT EN COMPTE COURANT

Le Département s'engage à laisser à la disposition de la SAEM, sous forme de compte courant d'associés, la somme définie à l'article 3, dans la limite de deux (2) ans à compter de la date de versement. La période de deux (2) ans est renouvelable une fois sur demande écrite de la SAEM et après acceptation par les instances exécutives du Département.

Le Département s'engage à ne pas réclamer à la SAEM, le remboursement anticipé de son compte courant pour totalité ou partie de celui-ci avant la date d'expiration de la présente convention.

Article 5 – ARRIVÉE DU TERME DE LA CONVENTION ET TRANSFORMATION EN AUGMENTATION DE CAPITAL

Le terme de la convention est fixé par une des échéances suivantes : la clôture de la SAEM ou l'atteinte des durées prévues à l'article 4.

Article 6 – REMUNERATION DE L'APPORT

L'apport en compte courant d'associés ne produira pas d'intérêts au profit du Département.

Fait à Marseille, le

Pour la SAEM Treize Développement

Le Président du Conseil d'administration

Thierry SANTELLI

Pour le Département des Bouches-du-Rhône

La Présidente du Conseil Départemental

Martine VASSAL

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION N° 34
EN DATE DU 12 DECEMBRE 2017**

L'an deux mille dix-sept, le mardi 12 décembre à seize heures,

Les Administrateurs de la Société TREIZE DEVELOPPEMENT, Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 567.500 Euros, dont le siège social est à l'Hôtel du Département, 52 avenue de Saint Just, 13256 Marseille cedex 20, et son principal établissement sis 467 Chemin du Littoral - BP 87 - Bât 110 à 130 - 13321 Marseille Cedex 16, immatriculée au RCS de Marseille, sous le numéro 441 719 705, se sont réunis en Conseil d'Administration au siège social, sur troisième convocation en date du 28 novembre 2017, adressée par RAR ou remise en mains propres le 30 novembre 2017, à effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration n° 33 du 5 octobre 2016
2. Approbation du projet d'arrêté du bilan et des comptes de l'exercice 2016
3. Approbation du projet de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2016 et perspectives 2017
4. Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire, fixation de sa date et approbation de l'ordre du jour
5. Approbation du projet de résolutions soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire
6. Information sur l'avancement du projet de rapprochement avec la Soleam
7. Présentation du budget prévisionnel révisé 2017
8. Questions diverses

Sont présents et ont émargé le registre de présence :

- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône représenté par :
- Monsieur Thierry SANTELLI,
 - Monsieur Jean-Marc PERRIN,
 - Madame Laure-Agnès CARADEC
 - Monsieur Yves MORAINE,
 - Monsieur Lionel ROYER-PERREAUT,
 - Madame Sylvie CARREGA.

Sont absents :

- Madame Dominique VELAY (excusée), représentant la Caisse d'Epargne,
➤ Monsieur le représentant légal de la CCI Marseille Provence.

Assistaient en outre à la réunion :

- Messieurs Luc CHAMOULEAU et Didier AMILHAT du Cabinet SYREC, Commissaire aux Comptes,
➤ Madame Delphine CASTELLA de SEMAPHORES Expertises, Expert-Comptable,
➤ Monsieur Philippe de MARQUEISSAC, Directeur Général de Treize Développement.

Les Administrateurs et le Commissaire aux Comptes signent la feuille de présence.

gm

TS

11

Monsieur le Président rappelle que ce Conseil a dû être convoqué à trois reprises, le quorum n'ayant pas été atteint les 11 et 19 juillet derniers.

Monsieur le Président constate que le Conseil réunit la présence effective de la moitié au moins de ses membres et que par conséquent, le quorum étant atteint, le Conseil d'Administration peut valablement se tenir et délibérer.

Il constate également la présence de Messieurs Luc CHAMOULEAU et Didier AMILHAT du Cabinet SYREC, Commissaire aux Comptes, qui a été préalablement convoqué par lettre remise en mains propres contre récépissé le 30 novembre 2017.

Monsieur le Président ouvre la séance, assisté de Monsieur Philippe de MARQUEISSAC, Directeur Général, désigné comme secrétaire de séance.

Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour sus énoncé.

1 - Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration n°33 du 5 octobre 2016

Monsieur le Président rappelle que le dernier Conseil d'Administration (n° 33) s'est tenu le 5 octobre 2016 et qu'il convient d'en approuver le procès-verbal.

Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité, le Procès-verbal du Conseil d'Administration n° 33 en date du 5 octobre 2016.

2 - Approbation du projet d'arrêté de bilan et des comptes de l'exercice 2016

Monsieur le Président indique que le quinzième exercice comptable de la société TREIZE DEVELOPPEMENT couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

Monsieur le Président donne ensuite la parole à Monsieur le Directeur Général qui présente et commente les comptes de l'exercice 2016, puis le Conseil d'Administration procède à un examen détaillé des comptes de l'exercice.

Monsieur le Directeur Général indique que le résultat de la société est inférieur de 61 K€ par rapport à celui annoncé lors du dernier Conseil d'Administration du 5 octobre 2016. La diminution des produits à hauteur de 221 K€ est principalement liée à la résiliation de plusieurs contrats (environnement et construction publique) et à des décalages de plannings d'opération (reprise des façades du CT de Velaux, retards de chantier sur les CS de Port de Bouc et de Gardanne). Cependant, cette baisse de chiffre d'affaires est en partie « compensée » par un report sur 2017 du coût des licenciements économiques (provisionnés en totalité dans le budget probable 2016) puisque le lancement de la procédure a été décalé d'octobre 2016 à février 2017 pour permettre le suivi des fins de chantiers.

Monsieur le Directeur Général indique que compte tenu de la perte sur cet exercice (- 188 K€), le montant des fonds propres de la société au 31/12/16 est de 173 K€ pour un capital social de 568 K€. Il rappelle la règle selon laquelle si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu dans les 4 mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés pour qu'ils décident de la dissolution anticipée ou non de la société (SA Ccom – L 225-248).

Les Administrateurs demandent à ce que soit convoqué dès janvier un nouveau Conseil d'Administration aux fins d'envisager une dissolution anticipée de la société. Ce Conseil sera suivi d'une Assemblée Générale Extraordinaire, seule habilitée à voter cette décision.

Le Conseil d'Administration prend acte que les comptes annuels qui lui sont présentés ont été établis dans le respect des règles de présentation et des méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le Conseil d'Administration arrête, à l'unanimité, le projet d'arrêté de bilan et des comptes de l'exercice 2016 faisant apparaître un résultat négatif de - 188 056 euros.
Dès lors que les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration consultera les associés pour qu'ils décident de la dissolution anticipée ou non de la société.

3 - Approbation du projet de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2016 et des perspectives 2017

Monsieur le Président rappelle aux Administrateurs qu'il leur appartient de présenter un rapport aux actionnaires puis donne la parole à Monsieur le Directeur Général qui donne lecture du projet de rapport de gestion.

Le Conseil d'Administration arrête ensuite les termes du rapport qu'il présentera à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité, le projet de rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire, sur l'activité de la Société au cours de l'exercice 2016 et des perspectives 2017.

4 - Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire, fixation de sa date et approbation de l'ordre du jour

Le Conseil d'Administration décide de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire annuelle, le mercredi 10 janvier 2018 à 10 heures, en l'établissement principal de la société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- ✓ Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général du Commissaire aux Comptes sur le bilan et les comptes clos au 31/12/16
Approbation des comptes annuels du 15^{ème} exercice
Quitus aux Administrateurs de leur gestion
- ✓ Affectation des résultats
- ✓ Lecture du rapport spécial du Commissaires aux Comptes, approbation et ratification des conventions passées avec les Administrateurs (articles L225-38 et L 225-40 du Code du Commerce)
- ✓ Accomplissement des formalités légales

Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité, la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 10 janvier 2018 à 10 heures, son ordre du jour et donne tous pouvoirs à son Président pour en assurer la préparation et la convocation.

5 - Approbation du projet de résolutions soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire

Le Conseil d'Administration examine ensuite le projet de résolutions soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire y compris l'affectation du résultat de l'exercice.

Première résolution

Après avoir pris connaissance du bilan au 31/12/2016 et entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général du Commissaire aux Comptes, l'Assemblée approuve les comptes de l'exercice écoulé tels qu'ils ont été présentés, ainsi que la gestion de la société telle qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports.

En conséquence, elle donne quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'exercice écoulé.

Deuxième résolution

L'assemblée générale approuve la proposition d'affectation des résultats qui lui a été présentée. En conséquence, le déficit de l'exercice 2016 s'élevant à - **188.056,30 euros** est affecté **en report à nouveau**.

Troisième résolution

L'assemblée, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes relatif aux conventions visées aux articles L 225.38 et L 225.40 du Code de Commerce, approuve et ratifie l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, à l'effet de passer ces conventions.

Quatrième résolution

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales.

Le Conseil d'Administration approuve, à l'unanimité, le projet de résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire.

6 - Information sur l'avancement du projet de rapprochement avec la Soleam

Monsieur le Président indique au Administrateurs que le projet de rapprochement avec la Soleam n'a pas évolué depuis janvier 2017 le laissant penser que ce dernier est potentiellement abandonné.

Le Conseil d'Administration prend acte de cette information.

7 - Présentation du budget prévisionnel révisé 2017

Monsieur le Président rappelle que le budget prévisionnel révisé 2017 est présenté en détail dans le cadre du rapport de gestion de l'exercice 2016 et des perspectives 2017 (point 3 de ce Conseil). Il précise que ce budget a été élaboré au mois de juin dernier mais n'a pu être présenté puisque le présent Conseil n'a pu se tenir avant l'été, faute de quorum. Une actualisation de ce budget (budget probable 2017 remis en séance) va donc leur être présentée.

Monsieur le Directeur Général indique que les prévisions actualisées font apparaître un résultat de la société en baisse de 61 K€ malgré une augmentation des produits de 399 à 458 K€ (+59 K€) essentiellement liée à l'anticipation de la demande de quitus sur l'opération de l'école des Sapeurs-Pompiers de Velaux. Le montant total des charges, quant à lui, se situe à 683 K€ HT, soit + 116 K€. Cet écart s'explique par la répartition des charges du GIE (stables

yn

S

M

par rapport au budget prévisionnel révisé) qui évolue en fonction des effectifs et du chiffre d'affaires de ses membres.

Il indique que compte tenu du déficit projeté de 225 K€ sur cet exercice, le montant des fonds propres de la société au 31/12/17 vont se situer à - 52 K€.

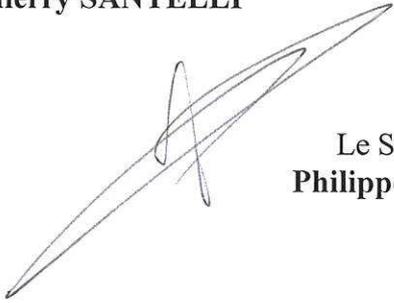
Le Conseil d'Administration prend acte du budget probable de l'exercice 2017.

Aucune autre question n'est soulevée par le Conseil d'Administration.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 17 heures 20 minutes.

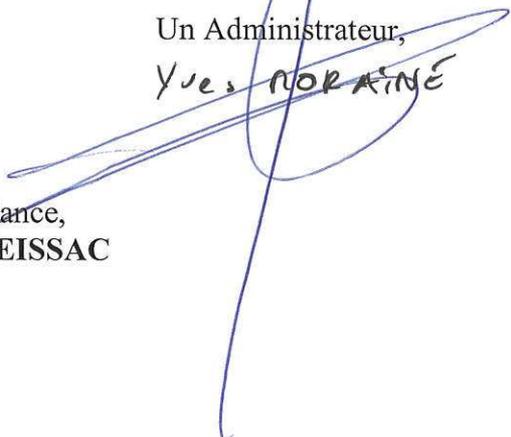
De tout ce qui précède, il a été dressé le présent Procès-Verbal qui a été signé par le Président de Séance, un Administrateur et le Secrétaire de Séance pour servir et valoir ce que de droit.

Le Président,
Thierry SANTELLI



Un Administrateur,

Yves NORAINÉ



Le Secrétaire de Séance,
Philippe de MARQUEISSAC



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 10 JANVIER 2018

Procès-Verbal N°18

L'An Deux Mille Dix-Huit, le Dix Janvier à 10 heures,

Les Actionnaires de TREIZE DEVELOPPEMENT, Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 567.500 Euros, dont le siège social est à l'Hôtel du Département, 52 avenue de Saint Just, 13256 Marseille cedex 20, immatriculée au RCS de Marseille sous le numéro 441 719 705, se sont réunis dans les bureaux de l'établissement principal au 467 Chemin du Littoral – Bât 110 à 130 – BP 87 – 13321 Marseille Cedex 16, à la suite de la convocation du Conseil d'Administration en date du 21 décembre 2017.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée, à leur entrée, par les actionnaires présents.

Sont présents :

- Monsieur Thierry SANTELLI, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- Monsieur Didier SOREL, Caisse des Dépôts et Consignations,
- Madame Dominique VELAY, Caisse d'Epargne,
- Messieurs Luc-René CHAMOULEAU et Didier AMILHAT du Cabinet SYREC - Commissaire aux Comptes,
- Monsieur Philippe de MARQUEISSAC, Directeur Général de la Société Treize Développement.

L'Assemblée procède à la composition de son bureau.

Monsieur Thierry SANTELLI, Président du Conseil d'Administration et représentant légal du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône aux Assemblées Générales de la société, préside la séance.

Monsieur Didier SOREL et Madame Dominique VELAY, deux actionnaires présents et acceptants, sont appelés aux fonctions de scrutateurs.

Monsieur Philippe de MARQUEISSAC est désigné comme secrétaire de séance.

Le Président communique à l'Assemblée la feuille de présence dont il résulte que trois actionnaires, possédant ensemble 970 actions sur les 1.135 actions composant le capital social, sont présents ou régulièrement représentés, ou ont voté par correspondance.

Il constate que, d'après la feuille de présence arrêtée et certifiée valable par les membres du bureau, l'Assemblée, réunissant le quorum requis par les statuts, soit au moins un quart du capital social, est légalement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose ensuite sur le bureau pour être mis à la disposition des actionnaires :

- les copies des lettres de convocation adressées à chaque actionnaire en RAR,
- la copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux Comptes en RAR,
- la feuille de présence certifiée par les membres du bureau,

- les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance,
- les comptes annuels arrêtés au 31/12/16 (bilan, compte de résultat et annexes),
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- le rapport général du Commissaire aux Comptes,
- le rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
- la copie des documents adressés aux actionnaires,
- le projet de résolutions soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les comptes annuels et, généralement, tous les documents devant, d'après la législation des sociétés commerciales, être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition en l'établissement principal à compter de la convocation de l'Assemblée et que la société a satisfait dans les délais légaux aux demandes d'envoi de documents dont elle a été saisie en application des textes en vigueur. L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président indique que cette Assemblée d'approbation des comptes se tient tardivement du fait des difficultés rencontrées pour atteindre le quorum lors du Conseil d'Administration chargé de les arrêter (trois convocations ont été nécessaires). Ce Conseil d'Administration a pu finalement se tenir le 12 décembre dernier. Il précise que ce report de date de tenue de l'Assemblée générale a fait l'objet de 2 requêtes acceptées par le Tribunal de commerce de Marseille.

Le Président rappelle que la présente Assemblée a été convoquée à ces jour, heure et lieu à effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 – Lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport Général du Commissaire aux Comptes sur le bilan et les comptes clos au 31/12/16
Approbation des comptes annuels du 15^{ème} exercice
Quitus aux Administrateurs de leur gestion
- 2 – Affectation des résultats
- 3 – Lecture du Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes, approbation et ratification des conventions passées avec les Administrateurs (articles L 225-38 et L 225-40 du Code de Commerce)
- 4 - Accomplissement des formalités légales

Le Président déclare alors la séance ouverte.

Monsieur le Président donne la parole à Monsieur le Directeur Général qui présente et commente les comptes de l'exercice 2016, puis l'Assemblée Générale procède à un examen détaillé des comptes de l'exercice.

Lecture est ensuite donnée du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes.

Le Président déclare alors la discussion ouverte.

Monsieur le Président indique que l'actionnaire majoritaire a fait part, fin décembre, de sa décision de mettre un terme définitif à l'activité de la société et d'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du Conseil Départemental, un rapport proposant le rachat par le

M
2/3
DF

Département de l'ensemble des actions de la société. Par ce rachat et conformément à l'article 1844-5 du code civil, la société sera dissoute par réunion de ses actions en une seule main. Monsieur le Président ajoute qu'il tiendra informé les actionnaires des actions menées par le Département et des délais dans lesquelles elles seront réalisées.

Personne ne demandant plus la parole, le Président soumet successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Après avoir pris connaissance du bilan au 31/12/2016 et entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général du Commissaire aux Comptes, l'Assemblée approuve les comptes de l'exercice écoulé tels qu'ils ont été présentés, ainsi que la gestion de la société telle qu'elle ressort de l'examen desdits comptes et desdits rapports.

En conséquence, elle donne quitus aux administrateurs de leur gestion pour l'exercice écoulé.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition d'affectation des résultats qui lui a été présentée. En conséquence, le déficit de l'exercice 2016 s'élevant à - 188.056,30 euros est affecté en report à nouveau.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée, après avoir entendu lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes relatif aux conventions visées aux articles L 225.38 et L 225.40 du Code de Commerce, approuve et ratifie l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, à l'effet de passer ces conventions.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

QUATRIEME RESOLUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement des formalités légales.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant la parole, le Président déclare la séance levée à 12 heures. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau.

Le Président,

Thierry SANTELLI

Les Scrutateurs,

Dominique VELAY

Didier SOREL

Le Secrétaire,

Philippe de MARQUEISSAC